

## Revue des activités de la Banque

Cette revue porte sur les activités et l'exploitation des entreprises distinctes et ciblées qui forment le Groupe Financier Banque TD. Ces entreprises, axées sur les services aux clients de détail et de gros, doivent élaborer des stratégies et des objectifs conformes aux priorités stratégiques de la Banque et produire des résultats. Nous avons marqué des progrès sur tous les plans en 1997, particulièrement dans les secteurs des services de gestion de patrimoine et de placement.

## Groupe Financier Banque TD en 1997

ACTIVITÉS DE DÉTAIL		ACTIVITÉS DE GROS	
Services bancaires personnels et commerciaux	Services de gestion de patrimoine	Services de placement	Services aux grandes entreprises
<p><b>Services de détail en succursale</b></p> <p>Gamme de services financiers offerts à 4 millions de ménages, de petites entreprises clientes et de clients commerciaux par l'entremise de 904 succursales au Canada.</p> <p><b>Autres services de détail</b></p> <p>Services électroniques fournis par l'entremise d'Accès TD – près de un million de clients inscrits au Service Télébancaire, 100,000 comptes bancaires informatiques, 3 millions de cartes de débit et 2,038 Machines Vertes.</p> <p><b>Services de cartes de crédit</b></p> <p>Gamme de produits Visa TD – plus de 2 millions de comptes.</p> <p><b>Services de fiducie</b></p> <p>Fiducie TD, avec un actif géré de \$4 milliards – gamme de services de gestion de placements et de fiducie offerts par l'entremise des succursales TD.</p> <p><b>Assurances</b></p> <p>TD Vie – produits d'assurance commercialisés au moyen de publipostages directs et de canaux électroniques.</p>	<p><b>Courtage réduit</b></p> <p>Services d'Investissement Ligne Verte, première au Canada – plus de 30 bureaux à l'échelle du Canada et à Hong Kong et Londres, 600,000 comptes et actif géré de \$17 milliards.</p> <p>Waterhouse Investor Services, quatrième aux États-Unis – 102 succursales, 775,000 comptes et actif géré de US\$25 milliards.</p> <p>Pont Securities, chef de file en Australie – 8 succursales et 55,000 comptes.</p> <p><b>Société de courtage traditionnel</b></p> <p>TD Evergreen – 51 bureaux, 110,000 comptes et actif géré de \$9 milliards.</p> <p><b>Fonds mutuels</b></p> <p>Gamme de fonds mutuels sans frais d'acquisition Ligne Verte, sixième au Canada – actif géré de \$13 milliards dans 33 fonds.</p> <p><b>Gestion de placements</b></p> <p>TD Investments, chef de file en gestion quantitative au Canada – actif géré de \$21 milliards et services de gestion de placements offerts à une vaste gamme d'investisseurs institutionnels et de sociétés.</p>	<p><b>Financement des grandes entreprises</b></p> <p>Services de placement et de consultation en fusions et acquisitions offerts par l'entremise de bureaux partout au Canada et à New York.</p> <p><b>Change</b></p> <p>Services de négociation et de marketing fournis par l'entremise de bureaux à Toronto, Londres, New York, Tokyo, Taipei, Singapour et Sydney.</p> <p><b>Actions</b></p> <p>Services de vente, de négociation et de recherche offerts aux institutions clientes par l'entremise de bureaux à Toronto, Montréal, New York et Londres; placement et prise ferme d'actions; produits dérivés sur actions.</p> <p><b>Revenu fixe et dérivés</b></p> <p>Produits à revenu fixe et dérivés (y compris les dérivés de crédit) et produits des marchés financiers fournis par l'entremise de bureaux au Canada et à New York, Londres et Singapour ainsi qu'en Australie.</p> <p><b>Services de banque d'affaires</b></p> <p>Engagement de capital de \$1 milliard – prêts sous forme d'actions et prêts subordonnés consentis par l'entremise du Groupe TD Capital Ltée et de SCC Canada (coentreprise de la Banque TD et de Sirrom Capital Corporation aux États-Unis).</p> <p><b>Placements en actions</b></p> <p>Portefeuille d'actions de la Banque.</p>	<p><b>Prêts aux grandes entreprises</b></p> <p>Services de syndication de prêt et de crédit offerts aux entreprises des secteurs des médias et télécommunications, de la foresterie, des services publics, du financement de projets, des mines et des soins de la santé par l'entremise de 14 bureaux sur les principaux marchés mondiaux.</p> <p><b>Financement de commerce extérieur et correspondants bancaires</b></p> <p>Services fournis aux grandes entreprises clientes et aux clients commerciaux par l'entremise de bureaux à l'échelle du Canada et à Houston, Londres, Mexico, Santiago, Singapour, Hong Kong et Jakarta.</p> <p><b>Services de paie et de gestion de fonds</b></p> <p>Services électroniques offerts aux grandes entreprises clientes et aux clients commerciaux au Canada et aux États-Unis.</p>

**REVENU NET PAR PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ**

(en millions de dollars)	1997	1996
<b>Détail</b>		
Services bancaires personnels et commerciaux	\$ 466	\$ 329
Services de gestion de patrimoine	85	57
Total – détail	551	386
<b>Gros</b>		
Services de placement	297	123
Services aux grandes entreprises	347	388
Total – gros	644	511
<b>Détail et gros</b>	<b>1,195</b>	<b>897</b>
Divers	(107)	17
<b>Total</b>	<b>\$ 1,088</b>	<b>\$ 914</b>
Revenus gagnés :		
Au Canada	\$ 763	\$ 679
Aux États-Unis	222	165
Dans d'autres pays	103	70
<b>Total</b>	<b>\$ 1,088</b>	<b>\$ 914</b>

**Mode de présentation :**

Les revenus et frais d'intérêts sont répartis entre les soldes des prêts et des dépôts, et les frais indirects et les revenus connexes, entre les secteurs d'activité, à l'aide de formules de répartition appropriées appliquées de manière uniforme. Les montants résiduels non répartis et l'imputation spéciale aux fins des provisions générales pour pertes sur créances sont présentés à la rubrique Divers.

**RENDEMENT DE L'AVOIR PAR PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ**

	1997	1996
<b>Détail</b>		
Services bancaires personnels et commerciaux	23%	16%
Services de gestion de patrimoine	10	42
Total – détail	19	18
<b>Gros</b>		
Services de placement	36	15
Services aux grandes entreprises	13	14
Total – gros	19	14
<b>Détail et gros</b>	<b>19</b>	<b>16</b>
<b>Total</b>	<b>17%</b>	<b>15%</b>

**VALEURS MOBILIÈRES TD – REVENUS**

(en millions de dollars)	1997	1996
Activités de détail	\$ 704	\$ 297
Opérations sur titres à revenu fixe et dérivés	196	82
Actions et plans financiers	142	57
Prise ferme	111	39
Marché monétaire et financement	86	85
Change	73	75
Services de banque d'affaires	52	47
Honoraires de consultation et de placement	31	34
Divers	94	52
<b>Total</b>	<b>\$ 1,489</b>	<b>\$ 768</b>

## Activités de détail de la Banque en 1997 – *Services bancaires personnels et commerciaux*

Les consommateurs ont repris confiance en 1997 en raison de la croissance économique soutenue au Canada ainsi que des faibles taux d'inflation et d'intérêt, ce qui a donné lieu à un raffermissement marqué de la demande à l'égard des hypothèques et des prêts de détail ainsi que des produits de placement et d'épargne. Dans ce contexte favorable, la Banque a accru sa part de marché dans tous les principaux secteurs des services personnels. Ces gains sont attribuables dans une large mesure au succès de nos stratégies visant à offrir d'autres canaux de distribution aux clients et à convertir nos succursales, auparavant des centres d'opérations, en des centres de vente, de service et de conseil.

### FAITS SAILLANTS DE 1997

- Hausse de 12% des revenus et de 42% du revenu net
- Augmentation des parts de marché au chapitre des hypothèques, des prêts personnels, des dépôts et des cartes de crédit
- Numéro un des services aux particuliers parmi les principales banques
- Numéro un des conseils en fonds mutuels parmi les principales banques
- Première année couronnée de succès pour le Service bancaire sur PC Accès TD – plus de 100,000 comptes
- Lancement de deux nouvelles cartes de crédit
- Lancement des nouveaux produits Carrefour des Affaire\$ TD destinés aux petites entreprises
- Accent accru sur des secteurs précis pour la banque commerciale
- Réduction de 6% des opérations aux caisses en raison de l'utilisation croissante des canaux électroniques
- Ouverture de succursales dans des magasins

### Services de détail en succursale

Au cours de 1997, nous avons mis davantage l'accent sur nos marchés distincts – soit les particuliers et les petites et moyennes entreprises (clients commerciaux) – ainsi que sur la vente, le service, la segmentation de la clientèle et la gestion des relations. Simultanément, nous sommes parvenus à réduire les opérations et l'administration en succursale. Nos parts de marché accrues et notre leadership en matière de service à la clientèle et de conseils en fonds mutuels dans les succursales témoignent du succès de ces stratégies. Nous avons plus précisément :

- élargi notre programme Banquier personnel, qui compte maintenant 625 directeurs des relations-clients dont la tâche est de répondre aux besoins financiers complexes des ménages à valeur élevée;
- lancé des projets pilotes pour les succursales, y compris l'établissement de succursales dans des supermarchés, dans le but de personnaliser nos rapports avec plus de clients;
- créé une nouvelle division afin de répondre aux besoins particuliers des moyennes entreprises (clients commerciaux) – généralement des entreprises ayant un chiffre d'affaires de \$5 millions à \$50 millions et des besoins de crédit de plus de \$250,000;
- mis au point le Carrefour des Affaire\$ TD destiné aux petites entreprises, maintenant offert dans toutes les succursales TD. En automatisant un plus grand nombre de procédés et en simplifiant le processus de demande des clients, nous avons considérablement accru le nombre de prêts consentis aux petites entreprises, augmenté le volume des activités de prêt et obtenu le plus haut taux de satisfaction globale auprès des entreprises parmi les cinq plus grandes banques selon une étude menée par l'Association des banquiers canadiens. En outre, nous avons lancé deux nouveaux produits importants destinés aux petites entreprises, soit la carte Visa TD Ligne de crédit Entrepreneur et la Ligne de crédit TD Affaires, ligne de crédit simple et concurrentielle offerte au moyen d'avances à découvert.

### Autres services de détail

Nous nous sommes efforcés de faciliter la tâche aux clients et de réduire leurs coûts en 1997 en mettant à leur disposition des canaux de livraison de services plus pratiques par téléphone, ordinateur personnel et carte ainsi que par la Machine Verte. Nous leur avons également offert une gamme croissante de produits bancaires par l'entremise de ces canaux, qui sont regroupés sous le nouveau nom commercial Accès TD. Collectivement, Accès TD représente une banque électronique solide et en pleine croissance dont le taux d'utilisation a enregistré une hausse marquée au cours de l'exercice. En plus de faciliter la tâche aux clients, les canaux de livraison leur permettent d'économiser, car nous avons réduit les frais de la plupart des services Accès TD.

Le Service Télébancaire Accès TD et le Service bancaire sur PC Accès TD ont affiché la croissance la plus marquée. En effet, le nombre de clients du premier a augmenté de plus de 40%, pour un total de près de un million, et le nombre de comptes du second a passé le cap des 100,000 pour sa première année d'exploitation. Cette hausse du taux d'utilisation a permis de diminuer de 6% d'un exercice à l'autre le coût plus élevé des opérations personnelles en succursale.

En outre, nous avons lancé d'autres services bancaires pour les clients de Waterhouse aux États-Unis, notamment des hypothèques résidentielles et une carte de crédit sans frais Waterhouse en plus des comptes d'épargne et des comptes-chèques établis.

### Services de cartes de crédit

Nos activités liées aux cartes de crédit ont connu une croissance exceptionnelle au cours de l'exercice 1997, qui a été marquée par des revenus records, une rentabilité accrue et des gains considérables en parts de marché. Nous avons mis deux nouvelles cartes de crédit sur le marché

**PERSPECTIVES**

Nous prévoyons que le prochain exercice sera favorable tant à nos clients qu'à nos services de détail. Afin de surpasser nos concurrents en 1998, nous continuerons d'élargir le programme Banquier personnel, d'accélérer la gestion des relations avec les clients commerciaux, d'accroître et d'améliorer l'efficacité de nos programmes de formation, de lancer divers projets pilotes pour les succursales et de mettre en place d'autres canaux de livraison de qualité.

**SERVICES BANCAIRES PERSONNELS ET COMMERCIAUX**

(en millions de dollars)	1997	1996
Revenu d'intérêts net (É.F.)	\$ 2,095	\$ 1,862
Autres revenus	733	673
Total des revenus	2,828	2,535
Provision pour pertes sur créances	90	136
Frais autres que d'intérêts	1,911	1,820
Revenu net avant impôts et taxes	827	579
Impôts sur le revenu (É.F.)	361	250
Revenu net	\$ 466	\$ 329
<b>Principaux volumes et ratios</b>		
Moyenne des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations (\$ milliards)	\$ 53	\$ 49
Moyenne des dépôts (\$ milliards)	54	52
Personnel en équivalent à plein temps aux 31 octobre	15,482	15,562
Rendement de l'avoire	23%	16%
Efficiencia	68%	72%

au cours de l'exercice, soit la carte Visa TD Or Sélect, la première grande carte Visa Or sans frais au Canada, dont le lancement a été couronné de succès, et, juste avant la fin de l'exercice, la carte Visa TD Ligne de crédit Entrepreneur sans frais destinée aux petites entreprises.

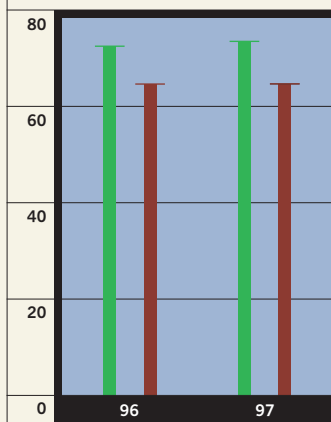
**Services de fiducie**

Les revenus tirés des services de fiducie ont progressé en 1997, et nous avons élaboré des stratégies afin d'offrir des services bancaires et des services de fiducie, de planification successorale et de gestion de placements coordonnés aux clients à valeur élevée. À cette fin, au cours de l'exercice 1998, les services de fiducie seront incorporés avec les services de gestion de patrimoine.

**Rétrospective financière**

Le revenu d'intérêts net (qui a augmenté de 13% pour se fixer à \$2,095 millions) et les autres revenus (qui ont fait un bond de 9% pour s'établir à \$733 millions) ont contribué au revenu net record qui a atteint \$466 millions, soit une hausse de 42%. La progression du revenu d'intérêts net reflète la croissance de 9% de l'actif. Le relèvement des autres revenus est surtout attribuable aux revenus tirés des activités d'assurance et des cartes de crédit. Au cours de l'exercice, nous avons titrisé \$2 milliards d'hypothèques résidentielles afin d'accroître nos liquidités et d'améliorer notre ratio de capital. L'actif hypothécaire moyen a grimpé de 10% ou 13%, compte tenu des prêts hypothécaires titrisés. Les frais autres que d'intérêts ont fait un bond de 5%, reflet des investissements que nous avons faits dans de nouvelles technologies et dans les succursales afin de mettre en application nos stratégies. En dépit de cet accroissement, l'efficiencia s'est améliorée et est passée de 72% en 1996 à 68%, la croissance des revenus ayant dépassé celle des frais.

Les succursales se sont classées au premier rang au titre des services aux particuliers

**Services aux particuliers (%)**

■ Banque TD  
■ Quatre autres grandes banques

Source : Dialogue Canada

## Activités de détail de la Banque en 1997 – Services de gestion de patrimoine

La tendance à la croissance du marché canadien des services de gestion de patrimoine destinés aux particuliers s'est accentuée en 1997 en raison du raffermissement de l'économie et des faibles taux d'inflation et d'intérêt ainsi que du vieillissement de la génération issue du baby-boom qui investit activement dans les produits de retraite. Ce contexte favorable nous a permis d'accroître toutes nos activités dans le secteur de la gestion du patrimoine au Canada en 1997, tout en saisissant d'autres occasions dans le courtage réduit à l'échelle mondiale.

### FAITS SAILLANTS DE 1997

- Hausse de 154% des revenus et de 50% du revenu net
- Lancement réussi du service de négociation sur Internet WebBroker par Ligne Verte et Waterhouse
- Convention d'acquisition de Kennedy, Cabot & Co., grande entreprise de courtage réduit de la Californie
- Numéro un en courtage réduit en Australie grâce à l'achat de Pont Securities et à la convention d'acquisition de Rivkin Croll Smith
- Waterhouse au premier rang sur le marché du courtage réduit des États-Unis selon le magazine *Smart Money* du *Wall Street Journal*
- Expansion de TD Evergreen et lancement du service IQ sur Internet
- De nouveau numéro un selon un sondage sur les fonds mutuels auprès d'une clientèle mystère

### Courtage réduit

Les volumes de négociation, les revenus et l'actif géré ont augmenté respectivement de 219%, 194% et 59% dans le secteur du courtage réduit, affermissant ainsi notre position au premier rang au Canada, au quatrième rang aux États-Unis et au troisième rang au monde grâce aux mesures stratégiques prises en 1997.

L'expansion à l'échelle internationale demeure notre priorité. Nous tirons donc parti d'occasions d'acquisition, car nous estimons que notre modèle de gestion et notre leadership technologique nous permettent de prendre un essor important dans d'autres pays. À cette fin, nous avons en 1997 :

- accepté d'acquérir Kennedy, Cabot & Co., leader en courtage réduit sur le marché florissant de la Californie, pour une contrepartie de \$214 millions. Cette acquisition ajoutera 15 succursales au réseau de Waterhouse et accroîtra notre clientèle de 25% aux États-Unis;
- pris de l'expansion mondialement avec l'achat au deuxième trimestre de Pont Securities, première entreprise de courtage réduit d'Australie, pour une contrepartie de \$32 millions, et avec la convention d'acquisition ultérieure pour \$24 millions de Rivkin Croll Smith, autre entreprise australienne de pointe qui fusionnera avec Pont, ce qui nous donnera une part de marché totale de 50%;
- ouvert un bureau Ligne Verte à Londres – marché où le courtage réduit présente des possibilités de croissance à long terme exceptionnelles.

Tout en prenant de l'essor à l'échelle internationale, nous avons étendu nos activités en Amérique du Nord. Ainsi, des volumes records ont été négociés par Ligne Verte et Waterhouse, laquelle a été désignée par le magazine *Smart Money* du *Wall Street Journal* comme la première entreprise de courtage réduit des États-Unis sur le plan des prix, des produits et des services. Nous avons également fourni aux clients de Ligne Verte et de Waterhouse des services électroniques à faibles coûts améliorés par l'entremise de WebBroker, notre service de négociation sur Internet. L'accueil des clients à l'égard de ce nouveau canal de livraison a dépassé de beaucoup nos attentes.

### Société de courtage traditionnel

TD Evergreen a maintenu sa position en 1997 à titre de société de courtage traditionnel ayant le taux de croissance le plus élevé du Canada. Elle a en effet ouvert 13 bureaux, pour un total de 51, et engagé 110 représentants, pour un total de 310. L'actif géré a fait un bond de 58% pour atteindre plus de \$9 milliards, et les volumes et revenus de négociation ont grimpé de plus de 70%. En outre, grâce au lancement de TD Evergreen IQ (Investor Queries) au quatrième trimestre, TD Evergreen est devenue le premier conseiller dans ce secteur au pays à offrir aux clients un accès direct à leur compte sur Internet.

### Fonds mutuels

La gamme de fonds mutuels sans frais d'acquisition Ligne Verte se classe toujours au deuxième rang parmi les groupes de fonds mutuels des principales banques canadiennes. En effet, l'actif géré a enregistré un taux de croissance de 37% – pour atteindre \$13 milliards – et le revenu net a augmenté de 66%. Ces gains sont attribuables en partie à l'accent que nous avons mis sur la production d'un rendement élevé des fonds. En outre, nous sommes demeurés leader au chapitre des ventes grâce à notre réseau de succursales. Pour un troisième exercice de suite, les succursales de la Banque occupent la première place parmi les principales institutions financières au chapitre du service à la clientèle et des conseils en fonds mutuels, reflet de l'importance que nous accordons au perfectionnement.

**PERSPECTIVES**

Les tendances économiques et démographiques se traduisent par une croissance soutenue sur les marchés de la gestion du patrimoine au Canada et du courtage réduit à l'échelle mondiale. Nous avons l'intention d'explorer d'autres possibilités et d'en tirer pleinement profit. En Amérique du Nord, nous poursuivrons l'expansion rapide de TD Evergreen, étendrons nos services d'investissement privé et de gestion de fiducie, mettrons en place des réseaux de vente directe pour nos fonds mutuels et intégrerons l'acquisition de Kennedy, Cabot & Co. en Californie. À l'échelle internationale, nous étudierons de nouvelles occasions de pénétrer de nouveaux marchés dans le secteur du courtage réduit, tout en intégrant Rivkin Croll Smith en Australie et en lançant des activités de négociation sur les marchés locaux de Hong Kong et de Londres.

**SERVICES DE GESTION DE PATRIMOINE**

(en millions de dollars)	1997	1996
Revenu d'intérêts net (É.F.)	\$ 137	\$ 58
Droits de courtage et honoraires de gestion	774	300
Total des revenus	911	358
Provision pour pertes sur créances	3	-
Frais autres que d'intérêts	713	257
Revenu net avant impôts et taxes	195	101
Impôts sur le revenu (É.F.)	110	44
Revenu net	\$ 85	\$ 57
<b>Principaux volumes et ratios</b>		
Actif géré aux 31 octobre (\$ milliards)		
Courtage de détail	\$ 54	\$ 34
Fonds mutuels	19	14
Institutions et autres	25	14
Personnel en équivalent à plein temps aux 31 octobre	4,502	3,810
Rendement de l'avoir	10%	42%
Efficience	78%	72%

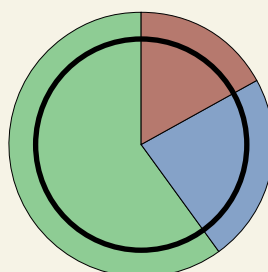
**Gestion de placements**

TD Investments, qui offre des services tant à des caisses de retraite qu'à d'autres clients institutionnels et privés, et les fonds mutuels TD ont connu une croissance rapide au cours de l'exercice, l'actif géré ayant fait un bond de 90% attribuable à notre leadership en gestion quantitative (indicielle).

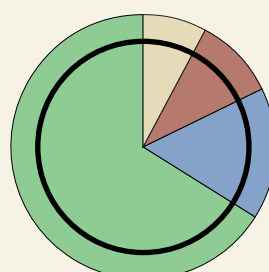
**Rétrospective financière**

Les volumes de négociation records de nos activités de courtage, l'inclusion des résultats de Waterhouse et de Pont, les ventes sans précédent de fonds mutuels et la croissance de TD Investments sont à l'origine de la montée en flèche de 154% des revenus qui se sont établis à \$911 millions en 1997. Le revenu net a fait un bond de 50% pour atteindre \$85 millions, malgré le coût d'acquisition de \$29 millions de Pont et l'amortissement de l'écart d'acquisition de \$28 millions relatif à Waterhouse. Compte tenu du redressement aux fins de l'acquisition et de l'écart d'acquisition, le revenu net a grimpé de 147%. La baisse du rendement de l'avoir de 42% en 1996 à 10% en 1997 tient surtout à ces coûts ainsi qu'à l'affectation d'un important montant en capital au titre de l'écart d'acquisition résultant de l'achat de Waterhouse en 1996.

**Revenus par secteur d'activité**  
(contribution en %)



96



97

- Gestion de placements
- Fonds mutuels
- Courtage traditionnel
- Courtage réduit

## Activités de gros de la Banque en 1997 – *Services de placement*

La solidité des marchés financiers nord-américains et la conjoncture économique favorable dans les principaux secteurs d'activité que nous servons ont créé un climat propice aux affaires en 1997. Nous avons tiré parti des marchés fermes pour prendre rapidement de l'expansion et acquérir des parts de marché, ce qui nous a permis de doubler le revenu net et de hisser Valeurs Mobilières TD parmi les cinq premiers courtiers en valeurs mobilières du Canada.

### FAITS SAILLANTS DE 1997

- Hausse de 89% des revenus et de 140% du revenu net
- Augmentation des parts de marché des titres à revenu fixe au Canada
- Premier courtier du Canada et neuvième courtier du monde sur le marché des euro-obligations
- Revenus tirés des actions et des dérivés deux fois plus élevés
- Nombre record d'opérations au chapitre des services de banque d'affaires et des fusions et acquisitions

### Financement des grandes entreprises

Grâce à notre stratégie d'intégration des services aux grandes entreprises et à l'accent que nous avons mis sur les principaux secteurs d'activité, comme les communications, les mines, la foresterie et la technologie, nous avons accru nos revenus et réalisé des gains importants en fusions et acquisitions, particulièrement au chapitre de la foresterie et des communications. En outre, notre spécialisation par secteur d'activité est de plus en plus reconnue à l'échelle internationale; au cours de l'exercice, nous avons été choisis chef de file canadien pour le placement mondial d'actions de Telecom Italia S.p.A – soit l'un des plus grands placements d'actions de l'histoire.

### Actions

Nos activités liées aux actions ont augmenté considérablement en 1997, particulièrement au chapitre de la vente et de la négociation de titres institutionnels. Nous nous sommes une fois de plus classés au premier rang sur le plan de la croissance selon le sondage annuel de Brendan Wood International. Nous avons activement rehaussé nos capacités de recherche, pour couvrir tous les principaux secteurs d'activité au Canada et élargir nos horizons aux États-Unis et à Londres. En outre, notre part du marché des syndicats financiers a considérablement augmenté en 1997, reflet de l'ampleur de nos services de placement et de la reconnaissance de nos capacités dans les secteurs des institutions et du détail.

### Titres à revenu fixe

Nous avons marqué d'importants progrès au chapitre des titres à revenu fixe en 1997 sur tous les marchés de titres de créance du Canada, le marché à rendement élevé de New York et le marché international des euro-obligations de Londres, où nous avons été le premier et seul courtier canadien à se classer parmi les dix meilleurs à l'échelle mondiale. Nous avons également été le courtier le plus actif pour ce qui est des émissions d'euro-obligations libellées en devises du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, notamment des émissions d'envergure pour le gouvernement fédéral canadien, la Banque mondiale et la US Federal National Mortgage Association (Fannie Mae). Nos activités liées à la titrisation de l'actif et aux dérivés à revenu fixe et à rendement élevé ont également réalisé des gains importants en 1997.

### Services de banque d'affaires

La Banque a une fois de plus été l'une des banques d'affaires les plus dynamiques du Canada en 1997, le Groupe TD Capital ayant porté ses engagements à \$874 millions. Au cours de l'exercice, nous avons élargi notre champ d'activité et augmenté notre participation dans les prêts à redevances avec l'ajout de SCC Canada. Coentreprise avec Sirrom Capital Corporation des États-Unis, SCC Canada fournit des prêts à redevances aux petites et moyennes entreprises. L'ensemble de nos services de banque d'affaires a des engagements de capital de plus de \$1 milliard. En fin d'exercice, nous concluons des opérations à un rythme de une par semaine pour un total de 41 en 1997.

**PERSPECTIVES**

La croissance de l'économie se poursuivra en Amérique du Nord en 1998, et nous continuerons sur notre lancée. En effet, nous poursuivrons nos stratégies efficaces de spécialisation par secteur d'activité et nous mettrons l'accent sur les sources de capital et sur l'intégration des services aux grandes entreprises et de placement. Ainsi, nous saisissons des occasions de développer les entreprises que nous avons établies aux États-Unis, d'exploiter de nouveaux créneaux sur les marchés asiatiques, de renforcer encore nos capacités de recherche et d'unir nos efforts à ceux des services de gestion de patrimoine TD pour offrir à nos clients émetteurs des services de placement de détail compétitifs.

**SERVICES DE PLACEMENT**

(en millions de dollars)	1997	1996
Revenu d'intérêts net (É.F.)	\$ 269	\$ 143
Honoraires de négociation, de prise ferme et de consultation et gains sur valeurs du compte de placement	755	400
Total des revenus	1,024	543
Provision pour pertes sur créances	1	-
Frais autres que d'intérêts	508	333
Revenu net avant impôts et taxes	515	210
Impôts sur le revenu (É.F.)	218	87
Revenu net	\$ 297	\$ 123
<b>Principaux volumes et ratios</b>		
Personnel en équivalent à plein temps aux 31 octobre	1,274	1,022
Rendement de l'avoir	36%	15%
Efficiencia	50%	61%

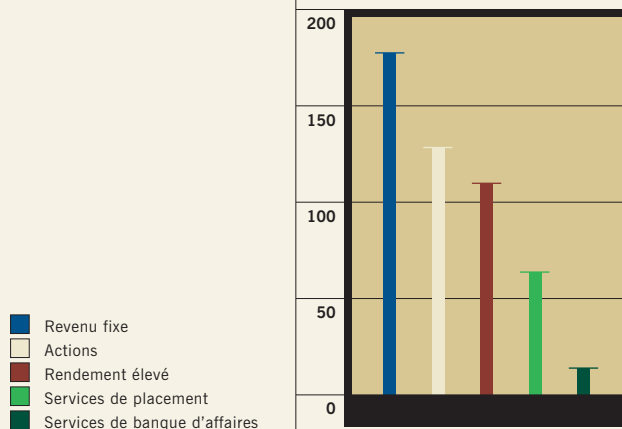
**Rétrospective financière**

Les revenus ont grimpé de 89% pour atteindre \$1,024 millions et le revenu net a plus que doublé pour s'établir à \$297 millions pour l'exercice. Cet accroissement découle des gains spéciaux sur valeurs du compte de placement de \$200 millions réalisés au quatrième trimestre grâce à la conjoncture favorable du marché et à l'amélioration marquée des résultats du côté des titres à revenu fixe, de la prise ferme, du financement et des actions.

Étant donné que les revenus ont été considérablement supérieurs aux frais, l'efficiencia s'est améliorée de 11 points de pourcentage en regard de 1996. Compte non tenu de l'incidence des gains sur valeurs mobilières de \$200 millions, l'efficiencia s'est établie à 62%. Le rendement de l'avoir a progressé de façon marquée pour atteindre 36%, car la croissance du revenu net n'a entraîné que des imputations supplémentaires minimales sur les fonds propres.

**Activités à croissance élevée**

(% de la croissance des revenus d'un exercice à l'autre)



## Activités de gros de la Banque en 1997 – *Services aux grandes entreprises*

Les grandes entreprises clientes ont continué de se tourner vers la désintermédiation en 1997, préférant obtenir directement du financement sur les marchés financiers plutôt que de faire appel à des intermédiaires bancaires. Cette tendance, combinée à la faiblesse des taux d'intérêt et à la concurrence sur le marché mondial au chapitre du crédit de qualité aux grandes entreprises, a accru les pressions sur les marges de prêt. Nous avons donc intensifié notre stratégie d'intégration de nos services aux grandes entreprises et de placement ainsi que notre spécialisation par secteur d'activité, haussé notre part de marché dans le secteur de la syndication de prêts et affirmé notre présence sur les principaux marchés à l'échelle internationale pour le compte de clients.

### Prêts aux grandes entreprises

Afin de répondre aux besoins des clients et de maximiser les rendements en 1997, nous avons travaillé en étroite collaboration avec Valeurs Mobilières TD et élaboré des solutions visant l'intégration des services aux grandes entreprises et de placement. Ainsi, tout en offrant du crédit aux grandes entreprises, produit de base pour les clients, nous les avons aidées dans le processus de désintermédiation en leur fournissant d'autres possibilités de financement.

Au cours de l'exercice, nous avons affermi notre spécialisation par secteur d'activité à l'échelle mondiale en nous attachant aux secteurs de croissance que sont les médias et télécommunications, la foresterie, les services publics, le financement de projets, les mines et les soins de la santé. Nos compétences dans ces domaines nous ont aidés à gérer de façon efficace les risques de crédit, comme le démontre l'amélioration constante de nos résultats au chapitre des pertes sur prêts. La gestion du risque et du capital revêt une importance croissante, car les marges sont moins élevées, les exigences de capital réglementaire, plus rigoureuses, et l'impôt et la taxe sur le capital, plus élevés.

L'exercice 1997 a été particulièrement marqué par le renforcement soutenu et la croissance de nos activités de syndication de prêts. La Banque s'est en effet classée au premier rang parmi les banques canadiennes en 1997. Étant donné que les syndications permettent de répartir les risques liés aux prêts d'envergure aux grandes entreprises entre un groupe de prêteurs, nous pouvons répondre aux besoins de crédit des clients en engageant moins de capitaux, tout en obtenant des revenus de commissions intéressants.

En outre, au cours de 1997, nous avons haussé les limites de risque à l'égard de certains pays afin de soutenir les activités d'expansion à l'échelle internationale de nos clients.

### Financement de commerce extérieur et correspondants bancaires

Notre groupe des services de commerce extérieur a affiché une solide progression de ses revenus en 1997, les entreprises canadiennes ayant accru leurs activités d'importation et d'exportation. Pour mieux servir les clients sur les marchés de croissance mondiaux, nous avons ouvert un nouveau bureau de services de commerce extérieur à Londres, un bureau de représentation à Jakarta, en Indonésie, et une succursale de services complets à Mumbai, en Inde. Nous avons également accru notre présence à Hong Kong et Singapour ainsi qu'en Amérique latine. En outre, nous avons mis davantage l'accent sur le marché des petites et moyennes entreprises au Canada et, par l'entremise du réseau de succursales de détail, nous avons aidé les clients à réduire leurs risques lorsqu'ils entrent sur les marchés mondiaux.

### Services de paie et de gestion de fonds

En 1997, la Banque est demeurée chef de file dans le secteur des services de gestion de fonds pour les grandes entreprises clientes. En effet, nous nous sommes classés au premier rang parmi les grandes banques sur le marché de l'échange de données électroniques et au deuxième rang sur le marché des transferts électroniques de fonds. Au cours de l'exercice, nous avons amélioré de nouveau le service à la clientèle en mettant au point Banque en direct pour Windows. Ainsi, les grandes entreprises clientes et les clients commerciaux ont maintenant directement accès à une variété d'opérations ainsi qu'à leurs soldes de comptes. Nous avons également inauguré le Service Télébancaire Affaires Accès TD destiné au marché des petites entreprises, afin d'accélérer la transition vers les opérations électroniques. À la fin de l'exercice, ce nouveau service comptait 16,000 clients.

#### FAITS SAILLANTS DE 1997

- Numéro un en syndication de prêts parmi les banques canadiennes
- Augmentation de la qualité du crédit
- Croissance solide du financement de commerce extérieur
- Chef de file en gestion de fonds sur le marché des institutions au Canada
- Numéro un sur le marché de l'échange électronique de données parmi les principales banques, numéro deux sur le marché des transferts électroniques de fonds

**PERSPECTIVES**

Bien que nous prévoyions que la croissance de l'économie mondiale et du commerce international se poursuivra en 1998, nous pensons que la demande de crédit des grandes entreprises sera tout au plus modeste en raison de la désintermédiation, et nous nous attendons à des pressions continues de la concurrence. Le principal défi consistera à répondre aux besoins de crédit des clients et à améliorer nos rendements, et ce, en respectant les exigences en matière de capital réglementaire. À cette fin, nous visons à perfectionner notre stratégie d'intégration avec Valeurs Mobilières TD, tout en gérant efficacement le capital et en réduisant encore plus les risques par la négociation, la syndication, les dérivés et la titrisation.

**SERVICES AUX GRANDES ENTREPRISES**

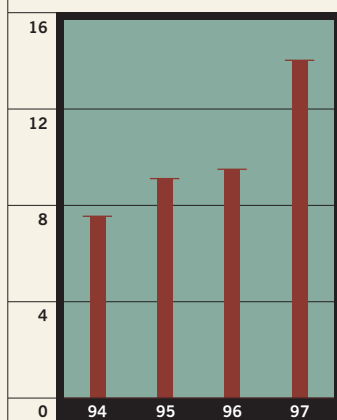
(en millions de dollars)	1997	1996
Revenu d'intérêts net (É.F.)	\$ 558	\$ 562
Commissions sur crédit, honoraires de consultation et gains sur valeurs du compte de placement	272	248
Total des revenus	830	810
Provision pour pertes sur créances	66	18
Frais autres que d'intérêts	190	165
Revenu net avant impôts et taxes	574	627
Impôts sur le revenu (É.F.)	227	239
Revenu net	\$ 347	\$ 388
<b>Principaux volumes et ratios</b>		
Moyenne des prêts et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations (\$ milliards)	26	24
Personnel en équivalent à plein temps aux 31 octobre	1,171	1,088
Rendement de l'avoir	13%	14%
Efficiencia	23%	20%

**Rétrospective financière**

Les revenus tirés de la syndication ont atteint un nouveau record, soit 14% du total des revenus liés aux services aux grandes entreprises, car nous avons mis davantage l'accent sur l'atteinte d'un niveau satisfaisant du rendement du capital redressé en fonction des risques. Le revenu d'intérêts net n'a diminué que de \$4 millions malgré la baisse des marges découlant de la vive concurrence. Les pertes sur créances ont avancé de \$48 millions; \$39 millions de cette montée se rapportent à une augmentation des provisions générales pour pertes sur créances. Cependant, la qualité du crédit du portefeuille s'est améliorée au cours de 1997, ce qui devrait entraîner une baisse des pertes sur prêts. L'efficiencia est demeurée élevée malgré l'inflation au chapitre de la rémunération et l'investissement soutenu dans des exploitations à l'étranger et dans de nouvelles technologies. Le revenu net a régressé en regard de l'exploit de 1996, ce qui reflète l'augmentation des provisions générales pour pertes sur créances et des frais d'exploitation ainsi que la hausse de 1.4% des taux d'imposition réels. Les besoins de capital ont diminué de 6% par rapport à 1996, ce qui a contrebalancé en partie l'incidence du recul du revenu net sur le rendement de l'avoir.

**Prise ferme et syndication**

(en % du total des revenus)



## Rendement des activités Figures 1 à 4

### Aperçu

Pour 1997, la Banque a enregistré des revenus de \$1,088 millions, soit 19% de plus qu'en 1996 et 37% de plus qu'en 1995. La croissance du revenu net de l'exercice s'explique par :

- l'amélioration de \$901 millions des autres revenus, dont plus de la moitié se rapporte aux revenus sur services de placement et de valeurs mobilières, principalement en raison du raffermissement des marchés des capitaux et de l'inclusion de Waterhouse dans les résultats pour la première fois en 1997;
- l'accroissement de \$355 millions du revenu d'intérêts net.

Ces gains importants ont été contrebalancés en partie par :

- la hausse de \$729 millions des frais autres que d'intérêts, attribuable en grande partie à Waterhouse;
- l'augmentation de \$208 millions de la provision pour pertes sur créances, qui comprenait une imputation spéciale de \$200 millions à l'égard des provisions générales pour pertes sur créances;
- la progression des impôts sur le revenu de \$145 millions.

MARGE DES TAUX D'INTÉRÊT NETTE (É.F.)									
(en millions de dollars)									
	1997			1996			1995		
	Actif productif moyen	Revenu d'intérêts net	Marge	Actif productif moyen	Revenu d'intérêts net	Marge	Actif productif moyen	Revenu d'intérêts net	Marge
Canada	\$ 86,689	\$ 2,552	2.94%	\$ 74,882	\$ 2,303	3.08%	\$ 72,171	\$ 2,213	3.07%
États-Unis	25,804	255	0.99	18,179	219	1.20	15,766	208	1.32
Autres pays	14,404	176	1.22	9,740	81	0.83	6,314	77	1.22
<b>Total – Banque</b>	<b>\$ 126,897</b>	<b>\$ 2,983</b>	<b>2.35%</b>	<b>\$ 102,801</b>	<b>\$ 2,603</b>	<b>2.53%</b>	<b>\$ 94,251</b>	<b>\$ 2,498</b>	<b>2.65%</b>
<b>Pourcentage d'augmentation (de diminution) par rapport à l'exercice précédent</b>	<b>23.4%</b>	<b>14.6%</b>		<b>9.1%</b>	<b>4.2%</b>		<b>8.8%</b>	<b>(2.4%)</b>	

### Marge des taux d'intérêt nette

L'actif productif moyen a progressé de 23% pour s'établir à \$126.9 milliards. Cependant, la croissance des opérations sur valeurs à faible marge et des valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension, le contexte actuel

caractérisé par de faibles taux d'intérêt et la concurrence accrue au chapitre des prêts aux entreprises et à la consommation ont fait reculer la marge de respectivement 14 et 21 points de base au Canada et aux États-Unis.

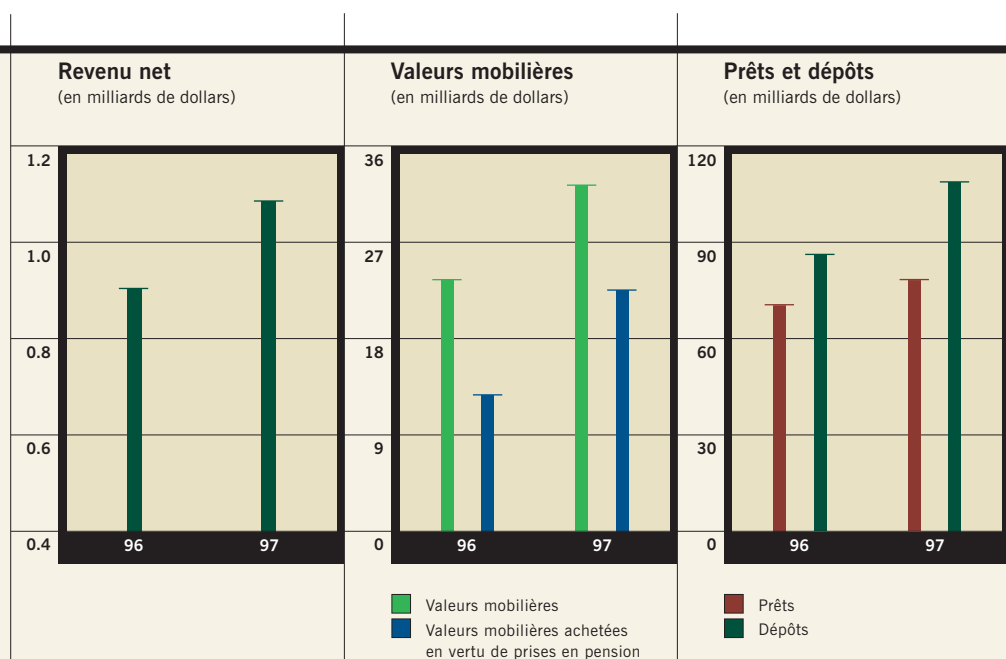


Figure 2

<b>AUTRES REVENUS</b>						
(en millions de dollars)	1997	1996	1995	1994	1993	Taux de croissance sur 5 ans
Revenus sur services de placement et de valeurs mobilières	\$ 952	\$ 440	\$ 267	\$ 230	\$ 149	60.1%
Commissions sur crédit	352	312	289	243	178	15.6
Gains nets sur valeurs du compte de placement	329	103	92	32	(60)	100+
Revenu de négociation	270	186	150	129	119	26.2
Frais de service	268	260	251	240	231	3.3
Revenu sur cartes	165	150	133	87	109	11.5
Divers <sup>1</sup>	314	298	279	218	214	10.9
<b>Total</b>	<b>\$ 2,650</b>	<b>\$ 1,749</b>	<b>\$ 1,461</b>	<b>\$ 1,179</b>	<b>\$ 940</b>	<b>25.3%</b>
<b>Pourcentage d'augmentation par rapport à l'exercice précédent</b>	<b>51.5%</b>	<b>19.7%</b>	<b>23.9%</b>	<b>25.4%</b>	<b>9.8%</b>	

<sup>1</sup> La rubrique Divers comprend les revenus de change liés aux activités autres que de négociation, les revenus tirés des services de paie et de gestion de fonds, le revenu de location de biens ainsi que les commissions en matière d'assurance et de fiducie.

### Autres revenus

Les autres revenus se sont accrus de \$901 millions en 1997. Cette croissance résulte principalement de ce qui suit :

- la montée de \$512 millions dans le secteur des services de placement et de valeurs mobilières, qui inclut les activités de gestion de patrimoine et les services de placement à la commission. L'acquisition de Waterhouse Investor Services, Inc. à la fin de 1996 ainsi que l'entreprise de courtage traditionnel de la Banque, TD Evergreen, et ses activités de fonds mutuels sont responsables en grande partie du relèvement de ces revenus;

- la hausse de \$226 millions des gains nets sur valeurs du compte de placement et de \$84 millions du revenu de négociation en raison des conditions favorables du marché.

Malgré l'accroissement marqué des volumes d'affaires, les revenus tirés des frais de service n'ont progressé que légèrement, car la Banque, dans ses efforts visant à faciliter les opérations bancaires, a offert aux clients de nouveaux services électroniques à frais de service moins élevés.

### WEBBROKER

La Ligne Verte et Waterhouse ont facilité la tâche aux clients du courtage réduit en 1997 en inaugurant WebBroker, service de négociation sur Internet simple, pratique, efficace et à faible coût, qui a été accueilli avec enthousiasme par la clientèle. Avec WebBroker, nous avons établi de nouvelles normes de qualité au sein du secteur. En effet, le magazine *Barron's* a classé le WebBroker de Waterhouse au premier rang des services de courtage réduit sur Internet aux États-Unis.

[www.greenline.ca](http://www.greenline.ca)

[www.waterhouse.com](http://www.waterhouse.com)



Figure 3

<b>FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS ET EFFICIENCE</b>						
(en millions de dollars)	1997	1996	1995	1994	1993	Taux de croissance sur 5 ans
<b>Salaires et avantages sociaux</b>						
Salaires	\$ 1,686	\$ 1,337	\$ 1,210	\$ 1,116	\$ 968	13.6%
Avantages sociaux	140	115	95	105	93	11.6
Total des salaires et des avantages sociaux	1,826	1,452	1,305	1,221	1,061	13.4
<b>Frais d'occupation des locaux</b>						
Loyers	171	154	152	146	147	6.0
Amortissement	72	64	61	61	55	8.0
Autres	70	65	70	69	64	3.2
Total des frais d'occupation des locaux	313	283	283	276	266	5.7
<b>Frais de matériel et mobilier</b>						
Location	58	51	51	40	33	19.9
Amortissement	86	71	67	58	59	8.6
Autres	126	115	98	81	71	11.4
Total des frais de matériel et mobilier	270	237	216	179	163	11.9
<b>Divers</b>						
Marketing et prospection	188	134	113	99	90	21.3
Services professionnels et consultatifs	134	97	94	85	74	13.9
Communications	121	92	75	70	61	17.0
Impôt et taxe sur le capital et taxe d'affaires	110	93	87	76	76	8.2
Droits de courtage	100	36	29	31	18	100+
Primes d'assurance-dépôts	64	68	61	52	37	18.5
Affranchissement	59	46	42	38	34	15.3
Déplacements et déménagements	38	30	28	25	24	7.1
Autres	160	86	80	57	121	23.0
Total des frais divers	974	682	609	533	535	18.7
Frais avant frais de restructuration	3,383	2,654	2,413	2,209	2,025	13.8
Frais de restructuration	-	-	-	-	140	-
<b>Total</b>	<b>\$ 3,383</b>	<b>\$ 2,654</b>	<b>\$ 2,413</b>	<b>\$ 2,209</b>	<b>\$ 2,165</b>	<b>13.8%</b>
<b>Pourcentage d'augmentation</b>	<b>27.5%</b>	<b>10.0%</b>	<b>9.3%</b>	<b>2.0%</b>	<b>22.0%</b>	
<b>Efficience</b>						
Revenu d'intérêts net (É.F.)	\$ 2,983	\$ 2,603	\$ 2,498	\$ 2,560	\$ 2,384	
Autres revenus	2,650	1,749	1,461	1,179	940	
Total des revenus (É.F.)	5,633	4,352	3,959	3,739	3,324	
Frais autres que d'intérêts	3,383	2,654	2,413	2,209	2,165	
Déduire (ajouter) les frais uniques ou (crédits) et l'écart d'acquisition <sup>1</sup>	57	-	29	(20)	198	
Frais redressés	\$ 3,326	\$ 2,654	\$ 2,384	\$ 2,229	\$ 1,967	
<b>Efficience</b>	<b>60.0%</b>	<b>61.0%</b>	<b>61.0%</b>	<b>59.1%</b>	<b>65.1%</b>	
<b>Efficience à l'exclusion de l'écart d'acquisition et des frais uniques</b>	<b>59.0%</b>	<b>61.0%</b>	<b>60.2%</b>	<b>59.6%</b>	<b>59.2%</b>	

<sup>1</sup> Les frais uniques, les crédits et l'écart d'acquisition se rapportent à l'acquisition de nouvelles entreprises.

### Frais autres que d'intérêts

Les frais autres que d'intérêts ont grimpé de \$729 millions en 1997. Cet accroissement est surtout attribuable à ce qui suit :

- l'inclusion de Waterhouse dans les résultats financiers de 1997 pour la première fois;
- la rémunération axée sur le rendement liée à la forte croissance des revenus de la Banque;
- les dépenses de marketing, particulièrement au chapitre des médias électroniques et d'autres formes de publicité;
- les droits de courtage découlant des volumes de négociation plus élevés;

- les charges relatives à l'écart d'acquisition dans le cadre de l'achat de Waterhouse;
- l'investissement dans les services électroniques et les services par téléphone et par carte afin de rendre les opérations bancaires plus faciles et pratiques pour les clients.

Compte non tenu de l'incidence des gains sur valeurs mobilières accrus de \$200 millions au quatrième trimestre ainsi que de l'écart d'acquisition et des frais uniques, l'efficience a été de 61.2% contre 61.0% en 1996.

Figure 4

<b>IMPÔTS ET TAXES</b>					
(en millions de dollars)	1997	1996	1995	1994	1993
<b>Impôts sur le revenu de l'exercice</b>	\$ 735	\$ 409	\$ 467	\$ 382	\$ 278
<b>Autres impôts et taxes</b>					
Charges sociales	82	78	73	72	65
Primes d'assurance-dépôts	64	69	61	52	37
Impôt et taxe sur le capital	83	67	62	53	54
TPS et taxes de vente provinciales	74	67	59	55	52
Taxe municipale et taxe d'affaires	68	62	65	61	59
Total des autres impôts et taxes	371	343	320	293	267
<b>Total des impôts et taxes</b>	\$ 1,106	\$ 752	\$ 787	\$ 675	\$ 545
Canada	\$ 922	\$ 638	\$ 666	\$ 569	\$ 466
États-Unis	166	114	119	82	64
Autres pays	18	-	2	24	15
<b>Total des impôts et taxes</b>	\$ 1,106	\$ 752	\$ 787	\$ 675	\$ 545
<b>Impôts et taxes en % du revenu net avant impôts et taxes</b>	52.6%	42.9%	50.2%	49.3%	77.3%

### Impôts et taxes

Le secteur bancaire est l'un des secteurs les plus lourdement imposés au Canada. Comme indiqué dans le graphique ci-dessous, si les banques canadiennes étaient imposées pour leurs activités au Canada comme les caisses populaires ou les fabricants, ou encore comme les banques le sont aux États-Unis et au Royaume-Uni, elles auraient beaucoup plus de ressources à consacrer à des initiatives, notamment les nouvelles technologies ou le rendement aux investisseurs.

La croissance des revenus, des dépenses et des capitaux du secteur va de pair avec celle des impôts perçus par les gouvernements. Cependant, plusieurs gouvernements ont de nouveau accru l'impôt et la taxe sur le capital des banques en 1997. L'impôt et la taxe sur le capital sont déjà responsables en grande partie des écarts figurant dans le graphique ci-dessous. Ces écarts ont augmenté depuis et continueront de le faire au fur et à mesure que diverses dispositions entreront pleinement en vigueur. Au cours de 1997, le gouvernement fédéral a prolongé pour une deuxième fois la période d'application de la surtaxe temporaire sur le capital des banques, et l'Ontario a fait de même avec sa propre surtaxe pour une autre année.

De plus, l'Ontario et la Saskatchewan ont apporté d'autres modifications qui ont eu pour effet d'accroître considérablement leurs taux réels d'impôt sur le capital des banques. Les chiffres relatifs à l'impôt et la taxe sur le capital figurant dans le tableau ci-dessus reflètent clairement l'incidence de ces hausses.

En outre, la Banque présente habituellement le revenu aux fins fiscales avant le revenu aux fins comptables. Par exemple, les provisions pour pertes sur prêts ne sont pas entièrement déductibles au moment où elles sont enregistrées. De même, la Banque doit payer des impôts au Canada à l'égard des gains et pertes non matérialisés sur la plupart des placements en actions, même si ces gains et pertes n'ont pas été matérialisés et que, par conséquent, ils n'ont pas été présentés dans les états financiers. Ainsi, les impôts exigibles de l'exercice dépassent les impôts faisant l'objet d'une provision à l'état des revenus. Au 31 octobre 1997, le montant cumulatif de ces paiements anticipés d'impôt, dont la plupart ont été effectués au Canada, s'élevait à \$264 millions. Les composantes des impôts reportés débiteurs figurent à la note 14 afférente aux états financiers consolidés.

### Impôts et taxes et prélèvements sur les banques canadiennes par rapport aux : (%)

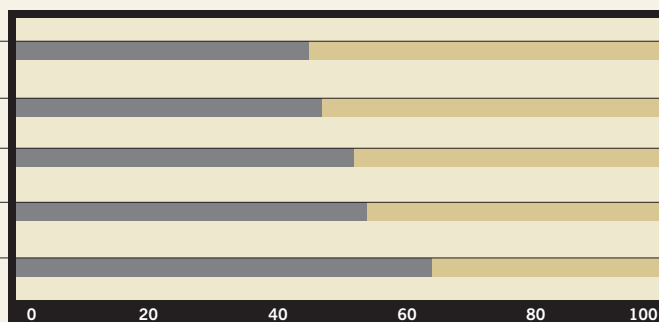
Caisses populaires canadiennes

Fabricants canadiens

Banques du Royaume-Uni

Banques américaines

Banques canadiennes



■ Impôts et taxes et prélèvements  
■ Revenu net applicable aux actionnaires

Source : Étude de mars 1997 effectuée par KPMG pour l'Association des banquiers canadiens, d'après les activités des principales banques canadiennes au Canada en 1994.

## Gestion des risques

### Aperçu

L'un des principaux objectifs de la Banque est de devenir le meilleur gestionnaire de risques parmi les principales banques canadiennes, ce qui exige une infrastructure bien établie pour gérer les principaux risques commerciaux auxquels elle est exposée. La participation de professionnels en gestion de risques compétents agissant indépendamment des unités d'exploitation afin d'établir un cadre de politiques et de définir les limites de risques de la Banque constitue un principe fondamental de la démarche.

Les politiques et stratégies de gestion relatives à chacun des principaux risques financiers sont révisées au moins une fois l'an par le Comité de la politique des risques, composé de membres de la haute direction de la Banque. Elles font également l'objet d'un examen par le conseil d'administration. Le comité de vérification surveille le rendement de la gestion des risques de la Banque.

### Risque de crédit

Le risque de crédit correspond à la perte que la Banque peut subir si une contrepartie n'honore pas ses engagements envers elle. Les prêts directs, les engagements de crédit, les risques de non-règlement, les opérations sur dérivés et les stocks de valeurs mobilières comportent tous un risque de crédit.

Les produits traditionnels de la Banque sont assortis d'un risque de crédit. Le principal objectif en ce qui a trait à la gestion de ce type de risque consiste à s'assurer que la Banque obtient une compensation appropriée pour les risques qu'elle assume et à limiter les pertes moyennes annuelles liées à tous les types de risques de crédit à 0.30% de la moyenne nette des prêts, des engagements de clients en contrepartie d'acceptations et des valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension sur un cycle économique complet.

La Direction de la gestion des risques, sous la gouverne du président adjoint, établit les politiques et procédés de gestion du risque de crédit et est responsable de ce qui suit :

- les directives visant à limiter les concentrations de risque de crédit dans le portefeuille par rapport à l'avoir en actions ordinaires par pays, secteur d'activité et groupe affilié;
- l'approbation de limites discrétionnaires pour les lignes de crédit accordées aux membres de la direction à l'échelle de la Banque;
- le contrôle de toutes les principales décisions en matière de crédit;
- la formulation de normes visant la mesure du risque de crédit;
- l'approbation de l'application de techniques de pointage dans le cadre des ouvertures de crédit personnel;
- l'approbation de toutes les politiques afférentes à tous les produits et services comportant des risques de crédit;
- l'établissement de critères d'évaluation des risques pour les comptes commerciaux d'après un système de dix catégories;

- la révision annuelle obligatoire de chaque prêt sous la direction des gestionnaires principaux des risques de la Banque, y compris l'examen de la cote de risque attribuée au compte;
- la révision du risque de crédit de chaque prêt aux entreprises classé au moins tous les trimestres. Les prêts classés sont ceux dont le risque de perte est jugé comme étant plus élevé que les normes établies par la Banque. Lorsque, de l'avis de la direction, la Banque n'a plus d'assurance raisonnable quant au recouvrement opportun du plein montant du capital et des intérêts d'un prêt, ce dernier est classé comme prêt douteux. Des provisions spécifiques sont établies pour les prêts douteux s'il est probable qu'une perte sera subie ou si la valeur estimative d'après les flux de trésorerie futurs prévus actualisés est inférieure à la valeur enregistrée. Pour plus de détails sur les prêts douteux, se reporter à la figure 14 de l'Analyse par la direction du rendement de l'exploitation ainsi qu'à la note 1, paragraphes e) et f), et la note 3 afférentes aux états financiers consolidés.

Les principales politiques et les principaux procédés en matière de crédit sont révisés et approuvés tous les ans par le conseil d'administration.

Des provisions générales sont constituées tous les ans afin de refléter le risque de pertes sur créances inhérent au portefeuille, mais qui n'a pas encore été déterminé de façon précise. Au cours du quatrième trimestre de 1997, la Banque a réalisé des gains exceptionnellement élevés à la vente de valeurs du compte de placement, dont \$200 millions ont servi à accroître la provision générale pour pertes sur créances par suite d'une nouvelle politique émise par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada (BSIF). Cette politique autorise l'inclusion d'une provision globale générale pour pertes sur créances comme partie intégrante du capital réglementaire de catégorie 2 jusqu'à concurrence d'un maximum de 0.625% de l'actif pondéré en fonction des risques de la Banque.

Au 31 octobre 1997, la Banque avait une provision globale générale de \$402 millions par rapport à \$159 millions à la fin de 1996, laquelle représente 0.39% de son actif pondéré en fonction des risques.

Un modèle de rendement du capital redressé en fonction des risques est utilisé pour évaluer le rendement des relations de crédit quant à la structure et à l'échéance du prêt, ainsi qu'à la solvabilité de l'emprunteur.

### Provision pour pertes sur créances

La grande qualité du portefeuille de prêts de la Banque s'est maintenue en 1997 en raison de l'amélioration de la conjoncture économique. Compte non tenu de la hausse spéciale de \$200 millions de la provision globale générale pour pertes sur créances, la provision pour pertes sur créances de 1997 s'est élevée à \$160 millions, soit \$8 millions de plus que la provision de 1996 et \$20 millions de moins que celle de 1995 (pour plus de détails sur la provision pour pertes sur créances de la Banque, se reporter à la figure 16 – Provision pour pertes sur créances). Cette provision représente 0.16% de la moyenne des prêts, des engagements de clients en contrepartie d'acceptations et des valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension. Il s'agit du troisième exercice consécutif où les pertes sont inférieures à notre objectif de 0.30% pour un cycle économique complet.

### Risque de marché

Dans le cadre de ses activités de négociation, la Banque conclut des opérations qui l'exposent à des risques de marché. Le risque de marché peut se définir comme le risque de perte découlant des variations de valeur des instruments financiers. Le risque de marché comprend les risques liés aux taux d'intérêt et de change ainsi qu'aux prix des actions et des marchandises.

La Direction de la gestion des risques de la Banque établit des politiques et des procédés pour la gestion de tous les risques de marché. En outre, un Comité des risques de marché a été constitué aux fins d'examen par des pairs des risques de marché inhérents aux activités de négociation de la Banque. Le président de Valeurs Mobilières TD Inc. et le premier vice-président, Politique des risques de marché assurent conjointement la présidence du comité qui comprend des cadres supérieurs de Valeurs Mobilières TD Inc. et de la Direction de la gestion des risques.

En raison de l'évolution rapide des activités de la Banque, la gestion des risques de marché est maintenant devenue un élément stratégique du processus de planification opérationnelle. La Banque n'amorcera de nouvelles activités de négociation et n'étendra ses activités de négociation existantes qu'avec une infrastructure qui lui permette de surveiller, de contrôler et de gérer le risque de marché.

La Banque tire des revenus de négociation de quatre activités principales :

*Tenue de marché* : Répondre aux besoins des clients par des opérations de tenue de marché pour un nombre important de produits négociés. La Banque tire profit de l'écart entre les cours acheteur et vendeur. La tenue de marché est un secteur où la rentabilité est souvent liée aux volumes de négociation.

*Ventes* : Offrir des produits financiers aux clients.

Cette activité entraîne des majorations de prix ou des commissions et, à l'instar de la tenue de marché, la rentabilité dépend du volume d'affaires.

*Arbitrage* : Obtenir des positions sur certains marchés et compenser ce risque sur d'autres marchés connexes. Grâce à ses connaissances de divers marchés et des relations entre ces derniers, la Banque peut tirer profit des anomalies de prix.

*Positionnement* : Obtenir des positions sur les marchés des capitaux en prévision des fluctuations sur ces marchés. Cette stratégie est la plus risquée des quatre principales activités. Cependant, elle est peu suivie et la Banque n'y a recours que dans certains cas.

Il incombe à chaque pupitre de négociation et chef d'unité d'exploitation de gérer les positions de risque de marché dans les limites établies. La Direction de la gestion des risques, qui est indépendante des fonctions de négociation, supervise la mesure et la présentation du risque de marché. Elle est également chargée de l'élaboration de toutes les politiques relatives au risque de marché. Ces responsabilités comportent :

- l'établissement de méthodes afin de mesurer et de surveiller les limites fixées;
- l'approbation de limites de négociation nouvelles ou additionnelles;
- l'approbation de tout dépassement important des limites de négociation;
- l'approbation de tous les nouveaux produits de négociation;
- l'essai indépendant de tous les modèles de négociation;
- l'établissement de paramètres d'instabilité et de corrélation pour les taux et prix du marché aux fins d'estimation du risque de marché;
- la mise en application d'essais sous contrainte afin de déterminer l'incidence de fluctuations marquées inhabituelles du marché sur le portefeuille.

Les principales politiques et les principaux procédés relativement au risque de marché sont révisés et approuvés tous les ans par le conseil d'administration.

Les limites de négociation sont conformes au plan d'affaires approuvé pour une activité donnée et à la tolérance de la Banque à l'égard du risque de marché lié à cette activité. La structure des limites adoptée dépend de l'activité. Les limites du risque de marché visant les diverses activités de la Banque comportent la valeur du risque, les limites théoriques, les limites d'ordre stop ainsi que les limites liées aux écarts, aux variations de la courbe de rendement et aux risques de perte. Lorsque les limites de la valeur du risque sont appliquées, le risque est exprimé comme le montant en dollars, c'est-à-dire qu'une variation de un jour de la valeur du marché d'un portefeuille d'opérations sur valeurs ne sera pas dépassée plus de 1% du temps. La Banque estime que l'utilisation de mesures non statistiques et de limites d'ordre stop réduit la probabilité que des pertes sur des activités de négociation n'atteignent les limites de la valeur du risque.

Si, au cours d'un jour de négociation, un pupitre de négociation établit qu'une limite sera dépassée, le négociateur devra obtenir une approbation préalable pour maintenir la position. À la fin de chaque jour, la Direction de la gestion des risques examine les rapports faisant état des risques en matière de négociation de la Banque et les compare aux limites appropriées. Si ces dernières ont été dépassées, le pupitre de négociation est tenu de ramener immédiatement la position dans les limites fixées, à moins qu'une exception ne soit accordée. Tous les écarts marqués par rapport aux limites existantes doivent être approuvés par la Direction de la gestion des risques.

La Banque des règlements internationaux a apporté une modification à l'accord sur le capital de 1988 qui établit un cadre de calcul des exigences en matière de capital réglementaire à l'égard du risque de marché. Les risques de marché se rapportant à ces exigences comportent les risques liés à la négociation de taux d'intérêt et de change. Cette modification entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1998. La Banque sera tenue de présenter au BSIF ses ratios de capital pour les risques de marché et de crédit le 31 janvier 1998 et à la fin de chaque trimestre financier par la suite. La Banque ne prévoit pas que ces changements donneront lieu à un accroissement des exigences en capital réglementaire.

### Gestion de l'actif et du passif

Pour répondre aux besoins des clients en matière de services bancaires, la Banque conclut des opérations qui l'exposent à des risques de marché. La Banque vise à atteindre un taux de croissance stable des revenus et à réduire les risques de baisse de revenus par une gestion active de ses positions d'actif et de passif.

L'unité de gestion de l'actif et du passif (UGAP) au sein de la Direction de la gestion des risques mesure et gère ces risques de marché liés aux activités bancaires. Le Comité de l'actif et du passif (COAP), qui comprend des membres de la haute direction et est présidé par le président et chef de la direction, supervise la gestion des risques de taux d'intérêt et de liquidité et dirige l'UGAP à cet égard. Le Comité du risque de change (CORG), qui est présidé par le président adjoint, supervise et dirige l'UGAP dans la gestion du risque de change lié à des activités autres que de négociation.

### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se mesure par l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt du marché sur les marges, le revenu d'intérêts net et la valeur économique de l'actif et du passif et de l'avoir des actionnaires de la Banque. Dans la mesure où les caractéristiques de modification des taux de l'actif diffèrent de celles du passif, le revenu d'intérêts net augmentera ou diminuera par suite des variations des taux d'intérêt sous-jacents du marché.

Le COAP gère le risque de taux d'intérêt par une gestion active des caractéristiques de modification des taux de ses positions d'actif et de passif. Ces positions sont gérées selon des limites qui sont indiquées dans les politiques de gestion du risque de taux d'intérêt de la Banque. Ces politiques permettent de limiter l'incidence néfaste éventuelle des fluctuations défavorables des taux d'intérêt sur le revenu de l'exercice et sur la valeur de l'actif et du passif sensibles aux taux d'intérêt de la Banque. Les politiques en matière de gestion du risque de taux d'intérêt sont révisées et approuvées tous les ans par le conseil d'administration.

Au moment de la détermination de la position du risque de taux d'intérêt, le COAP étudie, entre autres, les prévisions économiques courantes, la tendance prévue des taux d'intérêt et l'évolution de la courbe de rendement ainsi que les écarts du marché entre les éléments d'actif et de passif, que l'échéance soit la même ou différente. Les changements de positions sont généralement réalisés par des modifications à la composition du financement ou au calendrier des échéances de l'actif de la Banque ou encore par une couverture au moyen de produits dérivés (surtout des swaps de taux d'intérêt, des contrats à terme normalisés et des options).

Le COAP utilise une vaste gamme de méthodes d'analyse et de mesure du risque de taux d'intérêt lorsqu'il évalue l'incidence des décisions en matière de repositionnement. Ces méthodes comportent des rapports sur les écarts, des analyses de sensibilité et des modèles de simulation. Le rapport sur les écarts mesure la non-concordance prévue des modifications de taux ou des échéances entre l'actif et le passif et les instruments hors bilan selon des périodes déterminées pour l'ensemble des échéances. L'analyse de la sensibilité évalue l'incidence des fluctuations de taux d'intérêt sur le revenu de l'exercice et sur la valeur économique de l'actif et du passif sensibles aux taux d'intérêt de la Banque. Actuellement, l'analyse de la sensibilité comprend l'évaluation de l'incidence d'une variation de 100 points de base (c'est-à-dire 1%) des taux sur la totalité de la courbe de rendement ainsi qu'une analyse intégrant une variation non parallèle beaucoup plus marquée des taux par l'utilisation d'un écart type deux sur une période de trois mois. La modélisation de simulation comporte l'élaboration de prévisions quant à l'établissement et au rétablissement de volumes d'affaires dans le cadre de divers contextes de taux d'intérêt futurs, le calcul de l'incidence sur le revenu à venir et l'évaluation de la conjoncture économique ainsi que l'estimation de la sensibilité de la Banque à l'égard d'autres fluctuations ultérieures de taux d'intérêt.

La mise au point de caractéristiques de modification de taux appropriées et exactes pour chaque produit d'actif et de passif offert aux clients revêt une grande importance dans le processus de gestion et de mesure du risque de taux d'intérêt lié à des activités autres que de négociation. Bon nombre des produits offerts aux clients des services de détail sont assortis d'options, comme l'option de remboursement anticipé d'un prêt hypothécaire avant la date d'échéance contractuelle ou l'option d'encaissement

de certains dépôts à terme avant l'échéance. Il est nécessaire d'évaluer dans quelle mesure les clients se prévaudront de ces options afin de mesurer le risque de taux d'intérêt. En effet, le degré d'utilisation de ces options peut considérablement changer les caractéristiques de modification des taux de ces produits. En outre, le recours à ces options dépend directement des fluctuations de taux. Par exemple, un client qui détient un dépôt à terme encaissable peut décider de le conserver jusqu'à l'échéance si les taux demeurent au même niveau. Par contre, si les taux progressent de 100 points de base (jusqu'à 1%), le client peut alors décider d'effectuer un encaissement anticipé et de redéposer son argent à un taux plus élevé. L'évaluation du comportement prévu du client selon divers scénarios de taux d'intérêt comporte l'analyse des comportements relevés au cours de cycles de taux d'intérêt précédents et des données démographiques actuelles. Ainsi, la Banque doit continuellement mettre à jour les hypothèses sur le comportement du client dans les modèles et systèmes de mesure des risques de taux d'intérêt.

En 1996, la Banque a légèrement accru sa position de risque de taux d'intérêt en monnaie canadienne afin de tirer parti de la baisse des taux au Canada. Au cours de 1997, la Banque a conservé une position assez stable afin de continuer à profiter de la courbe de rendement à pente positive (selon laquelle les éléments d'actif à plus long terme financés par des dépôts à plus court terme ont obtenu une marge des taux d'intérêt plus importante). La contribution positive de cette position compense quelque peu la diminution de rendement des dépôts permanents et de l'avoir des actionnaires attribuable aux taux d'intérêt moins élevés du marché.

Une hausse directe et soutenue de 100 points de base (ou 1%) des taux au 31 octobre 1997 aurait réduit la valeur économique de l'avoir des actionnaires de \$158 millions (contre \$146 millions et \$98 millions respectivement au 31 octobre 1996 et 1995). La même hausse de 100 points de base aurait réduit le revenu après impôts et taxes de \$15 millions (contre \$9 millions et \$26 millions respectivement en 1996 et 1995).

### **Risque de change**

Le risque de change se mesure par l'incidence des variations des taux de change sur la valeur de l'actif et du passif et de l'avoir des actionnaires libellés en monnaies étrangères. Le risque de change se pose lorsque les éléments d'actif libellés en une monnaie étrangère sont soit supérieurs ou inférieurs aux éléments de passif libellés dans la même monnaie. La situation donne lieu à une position ouverte en une monnaie étrangère. Les principales politiques et les principaux procédés en matière de risque de change sont révisés et approuvés tous les ans par le conseil d'administration.

Dans le but de gérer le risque de change, les positions ouvertes en monnaies étrangères sont réduites au minimum et le ratio des placements en monnaies étrangères dans les filiales TD par rapport au total de l'actif en monnaies étrangères est maintenu à un niveau presque équivalent au ratio de l'avoir en actions ordinaires par rapport au total de l'actif pour l'ensemble de la Banque. La Banque ne spéculé pas activement sur le marché des changes et a établi des politiques précises relativement à la gestion du risque de change.

### **Risque de liquidité**

Par une gestion saine et prudente des liquidités, la Banque veille à ce qu'il y ait toujours des fonds pour honorer toutes les obligations à l'égard des sorties de fonds aux dates d'échéance fixées. Le risque de liquidité se rapporte au risque de manquement à des engagements qui pourrait se produire si la Banque n'a pas suffisamment de fonds pour remplir toutes ses obligations au chapitre des sorties de fonds selon les échéances fixées. Il incombe au COAP de gérer le risque de liquidité. Pour réduire ce dernier, il s'assure que les dépôts permanents et à long terme représentent un pourcentage de l'ensemble des dépôts nettement plus élevé que celui des dépôts de gros à vue, à préavis et à court terme.

La Banque maintient également des éléments d'actif liquides en monnaie canadienne et en monnaies étrangères à un niveau prudent afin qu'elle puisse avoir rapidement accès à des fonds pour honorer ses obligations. Elle a des politiques précises à l'égard de la couverture par des éléments d'actif liquides des dépôts de gros à court terme. Qui plus est, le mode de financement prudent de la Banque ne sous-estime pas l'importance des gros déposants et veille à ce qu'il n'y ait pas de dépendance envers un seul client ou un petit groupe de clients. La gestion des liquidités tient également compte de l'incidence des sorties de fonds possibles entraînées par des engagements irrévocables pour financer de nouveaux éléments d'actif ou par des engagements de clients en contrepartie d'acceptations qui entrent dans la catégorie des prêts bancaires.

Au 31 octobre 1997, les liquidités de la Banque comportaient des éléments d'actif canadiens et américains très liquides de respectivement \$8.6 milliards et US\$3.7 milliards (contre respectivement \$10.9 milliards et US\$4.2 milliards au 31 octobre 1996). Ces éléments d'actif comprennent des obligations gouvernementales et des bons du Trésor canadiens et américains, des dépôts auprès de la Banque du Canada, des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de haute qualité et du papier commercial.

Dans l'éventualité d'une très forte demande de liquidités, la Banque a prévu des mesures qui lui permettent de continuer à respecter toutes les obligations au titre des sorties de fonds.

Les politiques de la Banque en matière de gestion des liquidités sont révisées et approuvées tous les ans par le conseil d'administration.

## Risque d'exploitation

La gestion du risque d'exploitation est effectuée au moyen de contrôles internes rigoureux qui comportent des vérifications internes périodiques par la Direction de la vérification de la Banque.

Le risque d'exploitation correspond au risque de perte découlant d'erreurs ou de fraudes. Ce risque est atténué par ce qui suit :

- des contrôles internes visent à éviter que les employés remplissent des fonctions incompatibles, à préserver les éléments d'actif, à assurer que les opérations sont enregistrées correctement et que les états financiers sont dressés de façon appropriée ainsi qu'à vérifier si la Banque respecte les règlements;
- la Direction de la vérification de la Banque effectue régulièrement des vérifications afin d'assurer que les contrôles internes fonctionnent efficacement et que les procédés comptables sont suivis correctement;
- le personnel est bien formé et compétent;
- le soutien des systèmes incombe à des professionnels bien formés et compétents;
- les systèmes et les procédés sont améliorés constamment.

Les entreprises auront à relever un défi de taille pour régler le problème informatique que posera le passage à l'an 2000. Ce problème tient au fait que la plupart des systèmes informatiques existants ne peuvent interpréter avec précision les dates au-delà de 1999. Si des modifications ne sont pas apportées, la plupart des systèmes ne fonctionneront plus ou fourniront des résultats inexacts. La Banque est consciente de l'importance du problème et de l'incidence possible qu'il pourrait avoir sur les activités et le service à la clientèle. Elle s'y est donc attaquée dès 1995. En effet, elle a mis au point un plan et dispose de ressources qui lui permettront d'éviter une interruption des services et des systèmes au moment du passage à l'an 2000.

Dans le cas d'une interruption de service, la Banque a prévu des mesures afin d'assurer la poursuite des activités.

## Gestion du capital Figures 5 et 6

Figure 5

STRUCTURE DU CAPITAL ET RATIOS EN FIN D'EXERCICE			
(en millions de dollars)	1997	1996 <sup>1</sup>	1995
<b>Capital de catégorie 1</b>			
Bénéfices non répartis	\$ 5,460	\$ 4,840	\$ 4,636
Actions ordinaires	1,297	1,305	882
Actions privilégiées admissibles	546	534	535
Moins : écart d'acquisition non amorti	522	522	–
Total du capital de catégorie 1	6,781	6,157	6,053
<b>Capital de catégorie 2</b>			
Effets subordonnés	3,391	2,685	2,404
Provision globale générale pour pertes sur créances	402	–	–
Moins : amortissement des effets subordonnés	107	59	29
Total du capital de catégorie 2	3,686	2,626	2,375
Autres déductions	13	–	–
<b>Total du capital</b>	<b>\$ 10,454</b>	<b>\$ 8,783</b>	<b>\$ 8,428</b>
<b>Ratios de capital</b>			
<b>Par rapport au total de l'actif</b>			
Avoir des détenteurs d'actions ordinaires	4.1%	4.9%	5.1%
Total de l'actif des actionnaires	4.5	5.3	5.6
<b>Par rapport à l'actif pondéré en fonction des risques</b>			
Avoir net des détenteurs d'actions ordinaires	6.1	6.2	6.7
Capital de catégorie 1	6.6	6.8	7.4
Capital de catégorie 2	3.6	2.9	2.9
Total du capital	10.2	9.7	10.3
Ratio de l'actif par rapport au capital <sup>2</sup>	16.5	15.0	13.8
<b>Méthode américaine</b>			
Capital de catégorie 1	6.4%	6.6%	7.2%
Total du capital	9.8	9.6	10.1

<sup>1</sup> Comprend l'émission d'effets subordonnés de \$350 millions le 1<sup>er</sup> novembre 1996.

<sup>2</sup> Total de l'actif plus les instruments de crédit hors bilan, tels que les lettres de crédit et les garanties, moins les placements dans des sociétés associées et l'écart d'acquisition, divisé par le total du capital.

### Structure du capital et ratios

La gestion du capital contrôle l'acquisition, la préservation et le retrait de capitaux. Les objectifs consistent à conserver des capitaux suffisants pour garder la confiance des investisseurs et des déposants, tout en offrant un rendement satisfaisant aux détenteurs d'actions ordinaires qui fournissent la majeure partie des capitaux. Une structure de capital adéquate est essentielle à la poursuite des activités de la Banque, comme en fait foi la Loi sur les banques qui stipule que la plupart des décisions concernant le capital doivent être prises par le conseil d'administration.

La gestion du capital de la Banque comporte les objectifs spécifiques suivants :

- posséder une bonne structure du capital, comme définie par les organismes de réglementation pertinents, par rapport aux autres institutions financières;
- maintenir des cotes élevées;
- obtenir le coût le plus bas en général pour le capital, tout en préservant une composition appropriée d'éléments de capital;
- veiller à avoir en main ou à pouvoir obtenir rapidement et à un coût raisonnable des capitaux suffisants et appropriés pour faciliter l'expansion des activités et fournir une protection adéquate en cas d'imprévus;
- fournir un rendement satisfaisant aux détenteurs d'actions ordinaires.

L'augmentation de \$1.7 milliard du total du capital en 1997 découle de ce qui suit :

- un revenu après dividendes de \$722 millions;
- une hausse de \$658 millions des effets subordonnés;
- l'inclusion d'un montant de \$402 millions au titre de la provision globale générale pour pertes sur créances de la Banque, maintenant autorisée par le BSIF.

Les ratios de capital permettent de mesurer la santé financière et la flexibilité. Le BSIF mesure la suffisance du capital des banques canadiennes d'après ses lignes directrices se rapportant à l'établissement du capital redressé en fonction des risques et de l'actif pondéré en fonction des risques ainsi que des engagements hors bilan. La démarche fondée sur le risque repose sur le cadre approuvé de la Banque des règlements internationaux visant à atteindre une mesure plus uniforme de la suffisance du capital et à établir des normes pour les banques engagées dans des activités internationales. Cette démarche ne tient pas compte des gains avant impôts et taxes non matérialisés de la Banque sur les placements dans des valeurs mobilières et biens immobiliers. Ces derniers ont été évalués respectivement à \$674 millions et \$310 millions au 31 octobre 1997.

La Banque estime que le ratio de l'avoir net des détenteurs d'actions ordinaires par rapport à l'actif pondéré en fonction des risques constitue le point de repère le plus important de la suffisance du capital, puisqu'il exclut les actions privilégiées dont la qualité du capital est considérée comme inférieure à celle des actions ordinaires. En outre, le ratio déduit l'actif incorporel, surtout l'écart d'acquisition, qui est également déduit du capital de catégorie 1, afin de faciliter la comparaison entre les banques canadiennes.

Bien que le ratio de l'avoir net des détenteurs d'actions ordinaires par rapport à l'actif pondéré en fonction des risques ait été touché par la déduction de \$522 millions au titre de l'écart d'acquisition, le ratio de fin d'exercice de 6.1% est comparable ou supérieur à celui d'autres grandes banques canadiennes.

La Banque a conclu des arrangements afin d'accroître le capital de catégorie 1 de \$350 millions au moyen de l'émission d'actions privilégiées d'une filiale nouvellement constituée. L'approbation des organismes de réglementation devrait être reçue au cours du premier trimestre de l'exercice 1998. Si l'approbation des organismes de réglementation avait été obtenue au 31 octobre 1997, les ratios du capital de catégorie 1 et du total du capital auraient été respectivement de 6.9% et 10.5%.

### Réglementation

Le BSIF a recommandé que le capital de catégorie 1 et le total du capital des banques canadiennes soient ramenés aux niveaux de 1995, soit respectivement 7% et 10%.

La Banque prévoit se rapprocher progressivement de ces niveaux au cours de l'exercice 1998.

Figure 6

<b>ACTIF PONDÉRÉ EN FONCTION DES RISQUES EN FIN D'EXERCICE</b>						
(en millions de dollars)	1997		1996		1995	
	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques	Solde	Solde pondéré en fonction des risques
<b>Actif inscrit au bilan</b>						
Liquidités	\$ 7,587	\$ 1,414	\$ 5,216	\$ 862	\$ 4,351	\$ 765
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	23,321	7	13,063	2	6,363	–
Valeurs mobilières	33,422	17,949	24,224	10,785	22,128	8,557
Prêts	79,702	46,745	72,391	46,568	66,295	42,125
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7,036	7,036	6,411	6,411	6,297	6,297
Autres éléments d'actif	12,784	4,922	8,992	3,524	9,911	2,962
<b>Total de l'actif inscrit au bilan</b>	<b>\$ 163,852</b>	<b>78,073</b>	<b>\$ 130,297</b>	<b>68,152</b>	<b>\$ 115,345</b>	<b>60,706</b>
<b>Instruments de crédit</b>						
Garanties et lettres de crédit de soutien		7,139		5,807		5,455
Lettres de crédit documentaires		160		108		57
Facilités d'émission d'effets et facilités de prise ferme renouvelables		59		58		126
Engagements de crédit		14,689		13,593		12,590
<b>Total des instruments de crédit</b>		<b>22,047</b>		<b>19,566</b>		<b>18,228</b>
<b>Instruments dérivés</b>						
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats de garantie de taux d'intérêt		3		10		15
Swaps		1,156		965		795
Options achetées		118		104		175
<b>Total des contrats de taux d'intérêt</b>		<b>1,277</b>		<b>1,079</b>		<b>985</b>
Contrats de change						
Contrats à terme de gré à gré		1,104		993		1,623
Swaps		135		150		113
Swaps de taux d'intérêt et de monnaies étrangères		696		289		333
Options achetées		78		83		100
<b>Total des contrats de change</b>		<b>2,013</b>		<b>1,515</b>		<b>2,169</b>
Autres contrats		385		84		46
Incidence des accords de compensation		(910)		–		–
<b>Total des instruments dérivés</b>		<b>2,765</b>		<b>2,678</b>		<b>3,200</b>
<b>Total de l'actif pondéré en fonction des risques</b>		<b>\$ 102,885</b>		<b>\$ 90,396</b>		<b>\$ 82,134</b>

### Actif pondéré en fonction des risques

La croissance du total de l'actif de \$33.6 milliards en 1997 et de \$15 milliards en 1996 a donné lieu à une hausse de l'actif pondéré en fonction des risques de la Banque de \$12.5 milliards en 1997 et de \$8.3 milliards en 1996. L'augmentation de 1997 provient surtout de l'accroissement des titres détenus qui est attribuable à l'expansion des activités des portefeuilles d'opérations sur valeurs.

L'évaluation des risques comporte la révision générale des engagements au bilan et hors bilan. L'introduction de la section intitulée Gestion des risques de l'Analyse par la direction du rendement de l'exploitation fait état des diverses façons de surveiller et de limiter les risques financiers auxquels la Banque est exposée.

## Information supplémentaire Figures 7 à 19

Figure 7									
ÉTAT CONSOLIDÉ DES REVENUS (É.F.)									
(en millions de dollars)									
	Canada		États-Unis		Autres pays		Total		
	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1995
Revenu d'intérêts net	\$ 2,391	\$ 2,167	\$ 255	\$ 219	\$ 176	\$ 81	\$ 2,822	\$ 2,467	\$ 2,378
Redressement selon l'équivalence fiscale	161	136	–	–	–	–	161	136	120
Revenu d'intérêts net (É.F.)	2,552	2,303	255	219	176	81	2,983	2,603	2,498
Provision pour pertes sur créances	362	125	(5)	30	3	(3)	360	152	180
Revenu d'intérêts net après provision pour pertes sur créances (É.F.)	2,190	2,178	260	189	173	84	2,623	2,451	2,318
Autres revenus	1,885	1,438	660	228	105	83	2,650	1,749	1,461
Revenu d'intérêts net et autres revenus (É.F.)	4,075	3,616	920	417	278	167	5,273	4,200	3,779
Frais autres que d'intérêts	2,686	2,414	536	142	161	98	3,383	2,654	2,413
Revenu net avant provision pour impôts sur le revenu (É.F.)	1,389	1,202	384	275	117	69	1,890	1,546	1,366
Impôts théoriques sur revenus majorés	626	523	162	110	14	(1)	802	632	572
<b>Revenu net</b>	<b>\$ 763</b>	<b>\$ 679</b>	<b>\$ 222</b>	<b>\$ 165</b>	<b>\$ 103</b>	<b>\$ 70</b>	<b>\$ 1,088</b>	<b>\$ 914</b>	<b>\$ 794</b>
<b>Pourcentage de contribution au revenu net consolidé</b>	<b>70.1%</b>	<b>74.3%</b>	<b>20.4%</b>	<b>18.0%</b>	<b>9.5%</b>	<b>7.7%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Figure 8			
ANALYSE DU REVENU PAR ACTION ORDINAIRE			
	1997	1996	1995
Revenu par action ordinaire de l'exercice précédent	\$ 2.95	\$ 2.51	\$ 2.14
Augmentation (diminution)			
Revenu d'intérêts net (É.F.) – croissance de l'actif – marge	2.04	0.83	0.80
Provision pour pertes sur créances	(0.77)	(0.41)	(0.67)
Autres revenus	(0.69)	0.09	0.55
Frais autres que d'intérêts	3.02	1.01	0.60
Impôts sur le revenu (É.F.)	(2.44)	(0.88)	(0.68)
Dividendes sur actions privilégiées	(0.57)	(0.22)	(0.24)
	–	0.02	0.01
<b>Revenu par action ordinaire de l'exercice</b>	<b>\$ 3.54</b>	<b>\$ 2.95</b>	<b>\$ 2.51</b>
<b>Nombre d'actions ordinaires (en millions) – en fin d'exercice</b>	<b>296.9</b>	<b>302.7</b>	<b>301.4</b>
– moyen	<b>298.7</b>	<b>298.6</b>	<b>301.3</b>

Figure 9

**SOLDES ET TAUX D'INTÉRÊT MOYENS (É.F.)**

(en millions de dollars)	1997			1996			1995		
	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen	Solde moyen	Intérêt	Taux moyen
<b>Actif</b>									
Dépôts à des banques	\$ 4,957	\$ 225	4.54%	\$ 3,914	\$ 200	5.12%	\$ 3,306	\$ 148	4.46%
Valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension	18,230	747	4.10	8,592	469	5.45	4,262	245	5.75
<b>Valeurs mobilières</b>									
Compte de placement	12,251	685	5.59	11,638	601	5.17	13,794	779	5.65
Compte de négociation	14,896	767	5.15	10,314	621	6.02	5,535	353	6.39
Total des valeurs mobilières	27,147	1,452	5.35	21,952	1,222	5.57	19,329	1,132	5.86
<b>Prêts</b>									
Hypothèques résidentielles	30,110	2,160	7.17	27,331	2,195	8.03	25,830	2,179	8.44
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	5,953	421	7.07	5,391	466	8.65	4,914	470	9.56
Cartes de crédit	4,907	428	8.72	4,024	434	10.78	3,761	434	11.54
Prêts aux entreprises et aux gouvernements	35,593	2,554	7.18	31,597	2,472	7.82	32,849	2,778	8.46
Total des prêts	76,563	5,563	7.27	68,343	5,567	8.15	67,354	5,861	8.70
Total de l'actif productif	126,897	7,987	6.29	102,801	7,458	7.26	94,251	7,386	7.84
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7,141	-	-	6,247	-	-	5,997	-	-
Autres éléments d'actif	12,359	-	-	7,981	-	-	9,720	-	-
<b>Total de l'actif</b>	<b>\$ 146,397</b>	<b>\$ 7,987</b>	<b>5.46%</b>	<b>\$ 117,029</b>	<b>\$ 7,458</b>	<b>6.37%</b>	<b>\$ 109,968</b>	<b>\$ 7,386</b>	<b>6.72%</b>
<b>Passif</b>									
<b>Dépôts</b>									
Banques	\$ 13,332	\$ 619	4.65%	\$ 10,924	\$ 592	5.42%	\$ 12,057	\$ 704	5.84%
Particuliers	40,113	1,336	3.33	40,204	1,881	4.68	39,657	2,069	5.22
Entreprises et gouvernements	45,438	1,937	4.26	30,763	1,485	4.83	28,379	1,513	5.33
Total des dépôts	98,883	3,892	3.94	81,891	3,958	4.83	80,093	4,286	5.35
Effets subordonnés	3,170	192	6.06	2,420	157	6.49	2,561	170	6.63
Valeurs mobilières vendues à découvert ou en vertu de conventions de rachat	21,278	903	4.24	13,241	719	5.43	6,840	403	5.89
Autres engagements portant intérêts	218	17	7.82	264	21	8.07	311	29	9.35
Total des engagements portant intérêts	123,549	5,004	4.06	97,816	4,855	4.96	89,805	4,888	5.44
Acceptations	7,141	-	-	6,247	-	-	5,997	-	-
Autres éléments de passif	8,708	-	-	6,587	-	-	8,194	-	-
Avoir – Actions privilégiées	541	-	-	558	-	-	619	-	-
– Actions ordinaires	6,458	-	-	5,821	-	-	5,353	-	-
<b>Total du passif</b>	<b>\$ 146,397</b>	<b>\$ 5,004</b>	<b>3.42%</b>	<b>\$ 117,029</b>	<b>\$ 4,855</b>	<b>4.15%</b>	<b>\$ 109,968</b>	<b>\$ 4,888</b>	<b>4.45%</b>
<b>Total du revenu d'intérêts net</b>		<b>\$ 2,983</b>	<b>2.04%</b>		<b>\$ 2,603</b>	<b>2.22%</b>		<b>\$ 2,498</b>	<b>2.27%</b>

Figure 10

**ANALYSE DES MODIFICATIONS DU REVENU D'INTÉRÊTS NET (É.F.)**

(en millions de dollars)	1997 par rapport à 1996			1996 par rapport à 1995		
	Modification favorable (défavorable) attribuable au changement de			Modification favorable (défavorable) attribuable au changement de		
	Volume moyen	Taux moyen	Modification nette	Volume moyen	Taux moyen	Modification nette
Total de l'actif productif	\$ 1,560	\$ (1,031)	\$ 529	\$ 557	\$ (485)	\$ 72
Total des engagements portant intérêts	(1,316)	1,167	(149)	(453)	486	33
<b>Revenu d'intérêts net</b>	<b>\$ 244</b>	<b>\$ 136</b>	<b>\$ 380</b>	<b>\$ 104</b>	<b>\$ 1</b>	<b>\$ 105</b>

Figure 11

**PRÊTS ET ENGAGEMENTS DE CLIENTS EN CONTREPARTIE D'ACCEPTATIONS EN FIN D'EXERCICE**

(en millions de dollars)

Par secteur	Canada		États-Unis		Autres pays		Total		
	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1995
Hypothèques résidentielles	\$ 30,442	\$ 28,624	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 30,442	\$ 28,624	\$ 26,327
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	9,563	7,791	1,768	786	16	10	11,347	8,587	7,088
Cartes de crédit	2,389	2,145	-	-	-	-	2,389	2,145	2,059
Total des prêts personnels et des hypothèques résidentielles	42,394	38,560	1,768	786	16	10	44,178	39,356	35,474
Prêts pour promotion immobilière									
Commerciaux et industriels	1,974	2,133	226	539	5	36	2,205	2,708	3,415
Résidentiels	1,153	1,192	11	47	-	-	1,164	1,239	1,258
Détail	583	598	15	104	24	13	622	715	766
Total des prêts immobiliers	3,710	3,923	252	690	29	49	3,991	4,662	5,439
Communications	922	518	2,359	2,333	1,992	1,633	5,273	4,484	3,995
Financiers	2,016	1,860	908	989	2,026	773	4,950	3,622	3,199
Services publics	288	204	1,890	1,566	1,779	1,063	3,957	2,833	2,373
Câblodistribution	454	549	1,285	1,795	119	116	1,858	2,460	2,370
Alimentation, boissons et tabac	1,729	1,854	42	141	254	260	2,025	2,255	2,128
Foresterie	1,427	1,202	545	492	149	247	2,121	1,941	1,872
Pétrole et gaz	1,860	1,190	548	522	400	173	2,808	1,885	1,864
Métaux et mines	999	1,050	204	238	258	364	1,461	1,652	1,409
Services de santé et services sociaux	930	769	873	627	130	5	1,933	1,401	1,379
Agriculture	1,507	1,304	14	15	10	2	1,531	1,321	1,335
Produits chimiques	770	730	300	338	234	215	1,304	1,283	1,082
Automobile	1,286	860	191	117	59	137	1,536	1,114	1,020
Transports	676	771	135	78	60	252	871	1,101	598
Vêtement et textiles	592	578	49	208	8	23	649	809	802
Détail	550	598	88	45	10	31	648	674	719
Bâtiment	432	567	84	60	39	27	555	654	621
Électroménagers et appareils électriques	158	301	115	171	105	51	378	523	695
Gouvernements	254	439	4	33	-	-	258	472	870
Hôtellerie	243	284	-	-	-	-	243	284	303
Tous les autres prêts	3,077	2,473	481	912	652	631	4,210	4,016	3,045
Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements	23,880	22,024	10,367	11,370	8,313	6,052	42,560	39,446	37,118
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>\$ 66,274</b>	<b>\$ 60,584</b>	<b>\$ 12,135</b>	<b>\$ 12,156</b>	<b>\$ 8,329</b>	<b>\$ 6,062</b>	<b>\$ 86,738</b>	<b>\$ 78,802</b>	<b>\$ 72,592</b>
<b>Pourcentage de croissance</b>	<b>9.4%</b>	<b>4.8%</b>	<b>(0.2)%</b>	<b>9.3%</b>	<b>37.4%</b>	<b>65.4%</b>	<b>10.1%</b>	<b>8.6%</b>	<b>2.3%</b>
<b>Par région de risque ultime</b>							<b>% d'apport 1997</b>	<b>% d'apport 1996</b>	<b>% d'apport 1995</b>
<b>Canada</b>									
Atlantique			\$ 2,277	\$ 2,178	\$ 2,128		2.6	2.8	2.9
Québec			5,549	5,534	5,526		6.4	7.0	7.6
Ontario			38,392	35,607	31,144		44.3	45.2	42.9
Prairies			10,500	8,940	9,015		12.1	11.3	12.4
Colombie-Britannique			9,212	8,329	7,362		10.6	10.6	10.1
Total – Canada			65,930	60,588	55,175		76.0	76.9	75.9
États-Unis			11,504	10,091	13,685		13.2	12.8	18.9
<b>Autres pays</b>									
Royaume-Uni			2,839	4,056	1,294		3.3	5.1	1.8
Autres pays européens			759	540	336		0.9	0.7	0.5
Australie et Nouvelle-Zélande			2,486	1,971	830		2.9	2.5	1.2
Japon			308	105	207		0.3	0.1	0.3
Autres pays asiatiques			1,572	603	597		1.8	0.8	0.8
Amérique latine et Caraïbes			1,200	607	453		1.4	0.8	0.6
Divers			140	241	15		0.2	0.3	-
Total – Autres pays			9,304	8,123	3,732		10.8	10.3	5.2
<b>Total</b>			<b>\$ 86,738</b>	<b>\$ 78,802</b>	<b>\$ 72,592</b>		<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
<b>Pourcentage de croissance par rapport à l'exercice précédent</b>									
Canada			8.8%	9.8%	0.2%				
États-Unis et autres pays			14.2	4.6	9.6				
<b>Total</b>			<b>10.1%</b>	<b>8.6%</b>	<b>2.3%</b>				

<sup>1</sup> Aucun prêt restructuré ou renégocié important ou prêt à risque souverain n'a nécessité la constitution d'une provision.

Figure 12

**PRÊTS ET ENGAGEMENTS DE CLIENTS EN CONTREPARTIE D'ACCEPTATIONS POUR PROMOTION IMMOBILIÈRE**

(en millions de dollars)

	1997				1996			
	Total	Douteux		Douteux nets en % du total	Total	Douteux		Douteux nets en % du total
		Bruts	Nets			Bruts	Nets	
<b>Canada</b>								
Commerciaux et industriels	\$ 1,974	\$ 52	\$ 23	1.2	\$ 2,133	\$ 159	\$ 68	3.2
Résidentiels	1,153	28	17	1.5	1,192	43	9	0.8
Détail	583	2	2	0.3	598	11	6	1.0
Total – Canada	3,710	82	42	1.1	3,923	213	83	2.1
<b>États-Unis</b>								
Commerciaux et industriels	226	19	19	8.4	539	169	149	27.6
Résidentiels	11	–	–	–	47	–	–	–
Détail	15	3	2	13.3	104	13	11	10.6
Total – États-Unis	252	22	21	8.3	690	182	160	23.2
<b>Autres pays</b>								
Commerciaux et industriels	5	–	–	–	36	1	–	–
Résidentiels	–	–	–	–	–	–	–	–
Détail	24	–	–	–	13	–	–	–
Total – Autres pays	29	–	–	–	49	1	–	–
Total – États-Unis et autres pays	281	22	21	7.5	739	183	160	21.7
<b>Total</b>	<b>\$ 3,991</b>	<b>\$ 104</b>	<b>\$ 63</b>	<b>1.6</b>	<b>\$ 4,662</b>	<b>\$ 396</b>	<b>\$ 243</b>	<b>5.2</b>

Figure 13

**PRÊTS AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES**

(en millions de dollars)

Montant de prêt	Prêts autorisés			Montant impayé		
	1997	1996	1995	1997	1996	1995
(en milliers de dollars)						
0 – 24	\$ 288	\$ 267	\$ 251	\$ 186	\$ 179	\$ 220
25 – 49	438	415	404	296	285	282
50 – 99	930	915	882	630	627	613
100 – 249	2,301	2,200	2,174	1,538	1,491	1,511
250 – 499	2,134	2,094	2,024	1,339	1,327	1,343
500 – 999	2,533	2,372	2,270	1,379	1,307	1,328
1,000 – 4,999	7,134	6,617	6,347	3,268	3,132	3,278
<b>Total<sup>1</sup></b>	<b>\$ 15,758</b>	<b>\$ 14,880</b>	<b>\$ 14,352</b>	<b>\$ 8,636</b>	<b>\$ 8,348</b>	<b>\$ 8,575</b>

<sup>1</sup> Les prêts personnels utilisés à des fins commerciales ne sont pas inclus dans ces totaux.**NOUVELLES CARTES VISA TD**

Deux nouvelles cartes Visa TD ont été mises sur le marché au cours de l'exercice afin de répondre aux besoins de divers segments de consommateurs. La carte Visa TD Or Sélect, première grande carte Visa Or sans frais au Canada, est assortie d'une vaste gamme d'avantages, y compris des rabais sur des voyages. La carte Visa TD Ligne de crédit Entrepreneur est un produit utile et économique destiné aux petites entreprises clientes. Elle ne comporte pas de frais annuels ou de frais de montage et d'administration et offre une limite de crédit d'un maximum de \$50,000 à un taux d'intérêt compétitif correspondant au taux de base plus 4%.



Figure 14

**PRÊTS DOUTEUX MOINS PROVISION GLOBALE POUR PERTES SUR CRÉANCES EN FIN D'EXERCICE**

(en millions de dollars)

Par secteur	Canada		États-Unis		Autres pays		Total		
	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1995
Hypothèques résidentielles	\$ 36	\$ 52	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 36	\$ 52	\$ 43
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	35	35	-	-	-	-	35	35	36
Cartes de crédit	(15)	(12)	-	-	-	-	(15)	(12)	(12)
<b>Total des prêts personnels et des hypothèques résidentielles</b>	<b>56</b>	<b>75</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>56</b>	<b>75</b>	<b>67</b>
Prêts pour promotion immobilière									
Commerciaux et industriels	23	68	19	149	-	-	42	217	347
Résidentiels	17	9	-	-	-	-	17	9	82
Détail	2	6	2	11	-	-	4	17	35
<b>Total des prêts immobiliers</b>	<b>42</b>	<b>83</b>	<b>21</b>	<b>160</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>63</b>	<b>243</b>	<b>464</b>
Communications	6	9	(1)	2	-	-	5	11	152
Financiers	(4)	2	9	-	-	-	5	2	10
Services publics	-	-	23	16	-	-	23	16	4
Foresterie	78	42	-	1	-	-	78	43	12
Pétrole et gaz	(2)	1	-	-	-	-	(2)	1	4
Métaux et mines	-	1	-	-	-	-	-	1	5
Alimentation, boissons et tabac	21	6	-	-	-	-	21	6	7
Services de santé et services sociaux	4	2	-	-	-	-	4	2	33
Agriculture	2	3	-	-	-	-	2	3	8
Produits chimiques	-	13	-	-	-	-	-	13	4
Automobile	6	3	-	-	-	-	6	3	4
Vêtement et textiles	3	6	-	-	-	-	3	6	7
Détail	5	8	-	-	-	-	5	8	3
Électroménagers et appareils électriques	20	15	-	-	-	-	20	15	22
Bâtiment	5	1	-	-	-	-	5	1	4
Transports	4	7	-	-	-	-	4	7	9
Hôtellerie	9	7	-	-	-	-	9	7	17
Tous les autres prêts	16	19	-	21	-	-	16	40	27
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>215</b>	<b>228</b>	<b>52</b>	<b>200</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>267</b>	<b>428</b>	<b>796</b>
<b>Total des prêts douteux nets avant les provisions générales</b>	<b>\$ 271</b>	<b>\$ 303</b>	<b>\$ 52</b>	<b>\$ 200</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 323</b>	<b>\$ 503</b>	<b>\$ 863</b>
Moins : provisions générales							402	159	159
<b>Total des prêts douteux nets</b>							<b>\$ (79)</b>	<b>\$ 344</b>	<b>\$ 704</b>
<b>Prêts douteux nets en % de l'avoir en actions ordinaires</b>							<b>(1.2)%</b>	<b>5.6%</b>	<b>12.8%</b>
<b>Par région</b>							<b>% d'apport 1997</b>	<b>% d'apport 1996</b>	<b>% d'apport 1995</b>
<b>Canada</b>									
Atlantique	\$ 4	\$ 5	\$ 10				1.2	1.0	1.2
Québec	54	60	94				16.7	11.9	10.9
Ontario	196	219	403				60.7	43.5	46.7
Prairies	11	12	10				3.4	2.4	1.2
Colombie-Britannique	6	7	1				1.9	1.4	0.1
<b>Total - Canada</b>	<b>271</b>	<b>303</b>	<b>518</b>				<b>83.9</b>	<b>60.2</b>	<b>60.1</b>
<b>États-Unis</b>	<b>52</b>	<b>200</b>	<b>342</b>				<b>16.1</b>	<b>39.8</b>	<b>39.6</b>
<b>Autres pays</b>									
Royaume-Uni	-	-	3				-	-	0.3
<b>Total - Autres pays</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3</b>				<b>-</b>	<b>-</b>	<b>0.3</b>
<b>Total des prêts douteux nets avant les provisions générales</b>	<b>323</b>	<b>503</b>	<b>863</b>				<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
<b>Moins : provisions générales</b>	<b>402</b>	<b>159</b>	<b>159</b>						
<b>Total des prêts douteux nets</b>	<b>\$ (79)</b>	<b>\$ 344</b>	<b>\$ 704</b>						
<b>Prêts douteux nets en % des prêts nets<sup>1</sup></b>	<b>(0.1)%</b>	<b>0.4%</b>	<b>0.9%</b>						

<sup>1</sup> Comprennent les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension.

Figure 15

**INCIDENCE DES PRÊTS DOUTEUX SUR LE REVENU D'INTÉRÊTS NET**

(en millions de dollars)

	1997	1996	1995
<b>Réduction du revenu d'intérêts net liée aux prêts douteux</b>	<b>\$ 64</b>	<b>\$ 79</b>	<b>\$ 137</b>
Recouvrements	(13)	(44)	(81)
<b>Réduction nette</b>	<b>\$ 51</b>	<b>\$ 35</b>	<b>\$ 56</b>

Figure 16

**PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES**

(en millions de dollars)

Par secteur	Canada		États-Unis		Autres pays		Total		
	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1995
Hypothèques résidentielles	\$ 6	\$ 6	\$ -	\$ -	\$ -	\$ -	\$ 6	\$ 6	\$ 9
Prêts à tempérament aux consommateurs et autres prêts personnels	27	21	-	-	-	-	27	21	18
Cartes de crédit	58	60	-	-	-	-	58	60	66
<b>Total des prêts personnels et des hypothèques résidentielles</b>	<b>91</b>	<b>87</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>91</b>	<b>87</b>	<b>93</b>
Prêts pour promotion immobilière									
Commerciaux et industriels	(51)	15	(29)	9	-	(1)	(80)	23	52
Résidentiels	(6)	(17)	-	1	-	-	(6)	(16)	20
Détail	1	5	6	10	-	-	7	15	82
<b>Total des prêts immobiliers</b>	<b>(56)</b>	<b>3</b>	<b>(23)</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>(1)</b>	<b>(79)</b>	<b>22</b>	<b>154</b>
Communications	(4)	(5)	10	2	1	(2)	7	(5)	48
Financiers	-	-	1	-	1	-	2	-	(4)
Services publics	-	-	3	7	1	-	4	7	(2)
Câblodistribution	-	-	1	-	-	-	1	-	(1)
Alimentation, boissons et tabac	(10)	-	-	-	-	-	(10)	-	8
Foresterie	126	19	1	1	-	-	127	20	(110)
Métaux et mines	-	(7)	-	(2)	-	-	-	(9)	(2)
Services de santé et services sociaux	-	2	-	6	-	-	-	8	1
Agriculture	1	-	-	-	-	-	1	-	2
Produits chimiques	(3)	5	-	-	-	-	(3)	5	5
Automobile	2	-	-	-	-	-	2	-	4
Vêtement et textiles	5	(3)	-	(1)	-	-	5	(4)	(1)
Détail	7	9	-	-	-	-	7	9	(12)
Électroménagers et appareils électriques	-	(1)	-	-	-	-	-	(1)	1
Bâtiment	3	1	-	-	-	-	3	1	-
Transports	2	6	-	(1)	-	-	2	5	2
Hôtellerie	(3)	-	-	-	-	-	(3)	-	(5)
Tous les autres prêts	3	9	-	(2)	-	-	3	7	(1)
<b>Total des prêts aux entreprises et aux gouvernements</b>	<b>73</b>	<b>38</b>	<b>(7)</b>	<b>30</b>	<b>3</b>	<b>(3)</b>	<b>69</b>	<b>65</b>	<b>87</b>
<b>Total avant la provision générale spéciale</b>	<b>\$ 164</b>	<b>\$ 125</b>	<b>\$ (7)</b>	<b>\$ 30</b>	<b>\$ 3</b>	<b>\$ (3)</b>	<b>\$ 160</b>	<b>\$ 152</b>	<b>\$ 180</b>
Provision générale spéciale							200	-	-
<b>Total</b>							<b>\$ 360</b>	<b>\$ 152</b>	<b>\$ 180</b>

Par région	1997	1996	1995	% d'apport 1997	% d'apport 1996	% d'apport 1995
<b>Canada</b>						
Atlantique	\$ -	\$ 2	\$ 1	-	1.3	0.5
Québec	(17)	3	30	(4.7)	2.0	16.7
Ontario	189	75	136	52.5	49.3	75.5
Prairies	(3)	8	3	(0.8)	5.3	1.7
Colombie-Britannique	(5)	37	(4)	(1.4)	24.3	(2.2)
<b>Total - Canada</b>	<b>164</b>	<b>125</b>	<b>166</b>	<b>45.6</b>	<b>82.2</b>	<b>92.2</b>
États-Unis	(7)	30	31	(1.9)	19.7	17.2
<b>Autres pays</b>						
Royaume-Uni	1	(3)	(6)	0.2	(1.9)	(3.3)
Australie	2	-	(11)	0.5	-	(6.1)
<b>Total - Autres pays</b>	<b>3</b>	<b>(3)</b>	<b>(17)</b>	<b>0.7</b>	<b>(1.9)</b>	<b>(9.4)</b>
<b>Provision générale spéciale</b>	<b>200</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>55.6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>\$ 360</b>	<b>\$ 152</b>	<b>\$ 180</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>
<b>Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne nette des prêts<sup>1</sup></b>						
<b>Canada</b>						
Hypothèques résidentielles	0.02%	0.02%	0.03%			
Prêts personnels	0.78	0.86	0.97			
Prêts aux entreprises et autres prêts	0.21	0.14	0.27			
<b>Total - Canada</b>	<b>0.22</b>	<b>0.20</b>	<b>0.27</b>			
États-Unis	(0.04)	0.21	0.26			
Autres pays	0.04	(0.06)	(0.45)			
Provision générale spéciale	0.20	-	-			
<b>Total</b>	<b>0.35%</b>	<b>0.18%</b>	<b>0.23%</b>			

<sup>1</sup> Comprend les engagements de clients en contrepartie d'acceptations et les valeurs mobilières achetées en vertu de prises en pension.

Figure 17

<b>COÛT DE REMPLACEMENT ACTUEL DES DÉRIVÉS</b>									
(en millions de dollars)									
Par secteur	Canada		États-Unis		Autres pays		Total		
	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1995
Financiers	\$ 2,813	\$ 2,286	\$ 592	\$ 525	\$ 2,207	\$ 1,969	\$ 5,612	\$ 4,780	\$ 5,854
Gouvernements	339	384	13	–	109	16	461	400	233
Divers	891	733	123	149	301	59	1,315	941	875
Coût de remplacement actuel	\$ 4,043	\$ 3,403	\$ 728	\$ 674	\$ 2,617	\$ 2,044	7,388	6,121	6,962
Incidence des accords de compensation							2,747	–	–
<b>Coût de remplacement actuel (après accords de compensation)</b>							<b>\$ 4,641</b>	<b>\$ 6,121</b>	<b>\$ 6,962</b>

Figure 18

<b>TOTAL DE L'ACTIF EN FIN D'EXERCICE SELON LA RÉGION DE RISQUE ULTIME</b>						
(en millions de dollars)						
	1997	1996	1995	% d'apport 1997	% d'apport 1996	% d'apport 1995
Canada	\$ 102,959	\$ 90,643	\$ 88,316	62.8	69.6	76.6
États-Unis	39,586	26,425	20,188	24.2	20.3	17.5
<b>Total – Canada et États-Unis</b>	<b>142,545</b>	<b>117,068</b>	<b>108,504</b>	<b>87.0</b>	<b>89.9</b>	<b>94.1</b>
Royaume-Uni	6,008	4,424	1,838	3.7	3.4	1.6
Autres pays européens	4,538	1,995	1,063	2.7	1.5	0.9
Australie et Nouvelle-Zélande	4,686	2,588	1,096	2.9	2.0	0.9
Japon	2,498	2,261	1,379	1.5	1.7	1.2
Autres pays asiatiques	1,956	1,039	927	1.2	0.8	0.8
Amérique latine et Caraïbes	1,297	666	476	0.8	0.5	0.4
Divers	324	256	62	0.2	0.2	0.1
<b>Total de l'actif</b>	<b>\$ 163,852</b>	<b>\$ 130,297</b>	<b>\$ 115,345</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>

Figure 19

<b>ACTIF GÉRÉ</b>				
(en millions de dollars)				
	1997	1996	1995	1997 c. 1996 % d'augmentation (de diminution)
<b>Services bancaires personnels et commerciaux</b>	<b>\$ 24,850</b>	<b>\$ 20,859</b>	<b>\$ 12,755</b>	<b>19.1</b>
<b>Services de gestion de patrimoine</b>				
Activités de courtage de détail – Canada	25,680	18,103	15,034	41.9
– États-Unis	28,741	16,284	–	76.5
Total des activités de courtage de détail	54,421	34,387	15,034	58.3
Fonds mutuels – Canada	13,039	9,507	5,806	37.2
– États-Unis	6,276	3,747	–	67.5
Total des fonds mutuels	19,315	13,254	5,806	45.7
Institutions et autres	24,742	14,658	15,161	68.8
Total des services de gestion de patrimoine	98,478	62,299	36,001	58.1
<b>Services de placement</b>	<b>1,816</b>	<b>1,407</b>	<b>–</b>	<b>29.1</b>
Total de l'actif géré avant les activités de garde d'actif institutionnel et de retraite	125,144	84,565	48,756	48.0
Vente des activités de garde d'actif institutionnel et de retraite en 1996	–	–	49,831	–
<b>Total de l'actif géré</b>	<b>\$ 125,144</b>	<b>\$ 84,565</b>	<b>\$ 98,587</b>	<b>48.0</b>